

LE DEVOIR

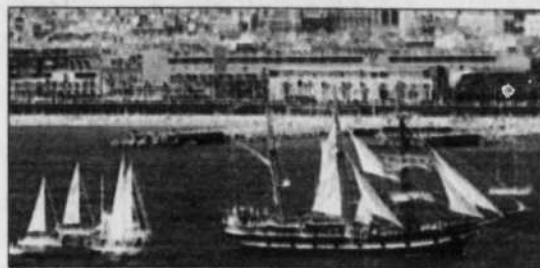
Recherche

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

ALAIN BIDEAU

Le directeur du Centre Jacques Cartier accompagne à Montréal une forte délégation française

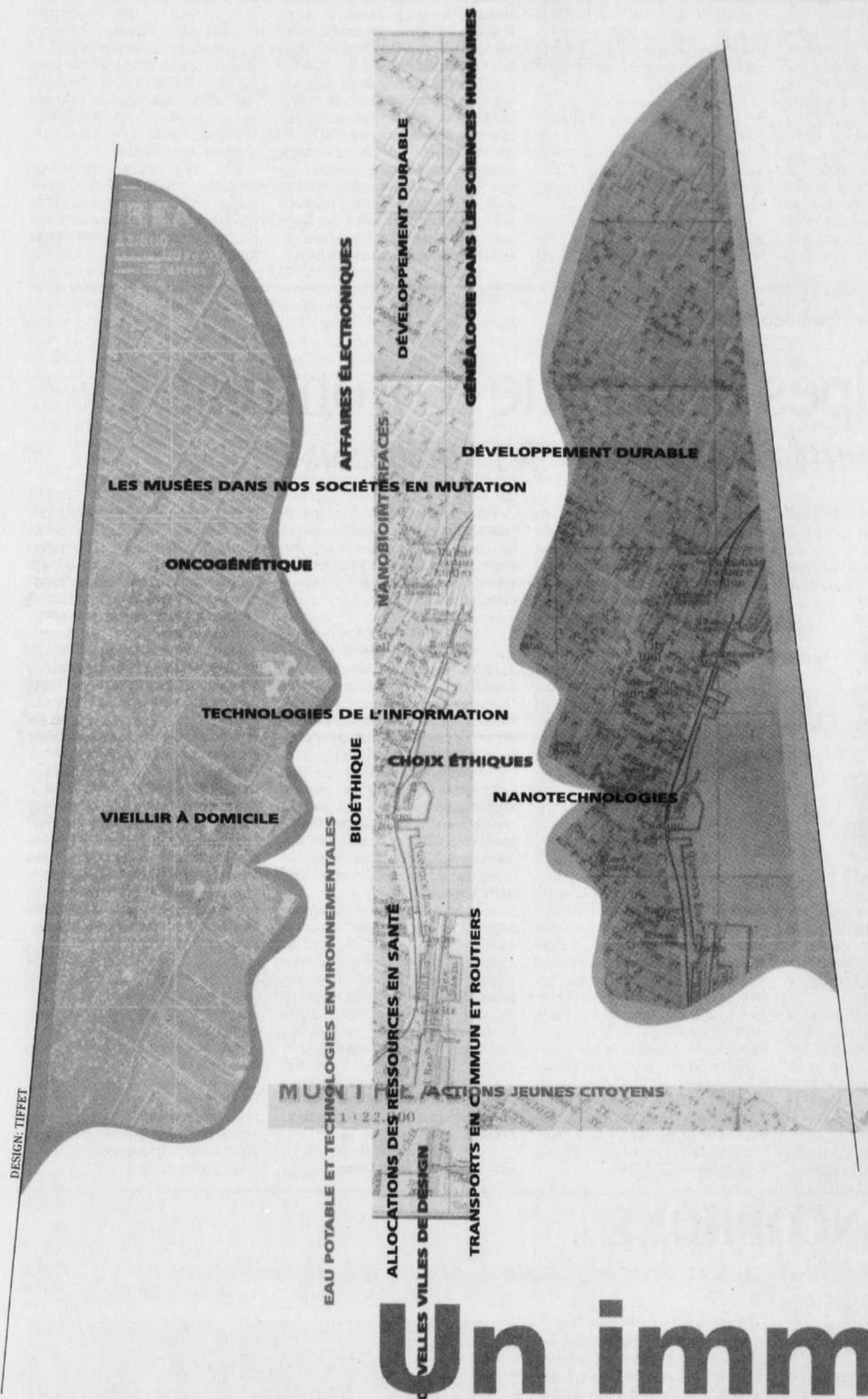
Page 2



VILLES ET CULTURE

Les responsabilités culturelles des grandes agglomérations urbaines

Page 8



Du 4 au 9 octobre prochain se tiendront à Montréal, Sherbrooke et Québec les 17^e Entretiens Jacques-Cartier (EJC), une série de colloques multidisciplinaires. Des rencontres qui scellent chaque année un peu plus les liens entre le Québec et la région française Rhône-Alpes en abordant des problématiques communes sur des thèmes qui seront, cette année encore, incroyablement éclectiques.

MARTIN KOUCHNER

En une vingtaine d'années, la région Rhône-Alpes, la deuxième plus importante de France, sera devenue un partenaire privilégié de la Belle Province. En 1984, date de création du Centre Jacques Cartier (CJC), qui organise les Entretiens du même nom, une vingtaine de Lyonnais seulement partaient pour effectuer une année universitaire au Québec. Ils seraient plus de 300 aujourd'hui. Et dans l'autre sens, de plus en plus de Québécois font le voyage vers les pôles universitaires de Lyon, Saint-Étienne ou Grenoble.

À l'origine de cette multiplication des échanges, on trouve la création du CJC, qui se voulait le lieu de rencontre des élites de la région Rhône-Alpes. « Il fallait dynamiser les liens entre les différents milieux — culturel, scientifique, politique, etc. », dit Alain Bideau, son directeur. Ceux-ci ne se fréquentaient pas. Une séparation entre les sphères culturelle, économique et universitaire qui s'expliquerait historiquement par l'absence de parlement dans cette région et la création tardive — au XIX^e siècle — d'une université.

Ouverture

Sous l'impulsion du Centre et de son directeur, les échanges se sont toutefois multipliés. D'abord au sein de la région, puis progressivement vers l'extérieur. Le Canada, et le Québec surtout, furent choisis pour assurer une ouverture sur le plan international en raison des liens très forts qui unissaient déjà les villes de Lyon et de Montréal.

Et cela a fonctionné. La composition du comité d'honneur de ces 17^e Rencontres démontre l'importance qu'on leur accorde aujourd'hui. Les recteurs de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal, le président du Pôle universitaire lyonnais, le premier ministre du Québec, l'ancien premier ministre français Raymond Barre, les maires des villes de Mont-

réal et de Québec, le président du Conseil régional Rhône-Alpes, pour ne citer qu'eux, en sont membres.

Il faut dire que, depuis 1991, la synergie entre les deux rives de l'Atlantique repose aussi sur la participation croisée d'acteurs économiques majeurs. Au sein du Fonds Jacques-Cartier, des entreprises, parmi les plus importantes du Québec et de France, se sont investies. Hydro-Québec, Bell Canada, le Mouvement des caisses Desjardins, la SAQ, Électricité de France, France Télécom, la Générale des eaux, par exemple, en sont des membres actifs.

« Les Entretiens Jacques-Cartier, c'est une sorte de mille-feuilles »

Résultat, en 17 ans d'existence, les EJC auront permis à pas moins de 12 000 conférenciers — dont 4500 Québécois — de se succéder au fil des 350 colloques organisés devant quelque 40 000 auditeurs au total.

Et tout cela en français, sans que la défense de la francophonie ne soit un porte-étendard des EJC. Une performance notable puisque la tendance mondiale fait de l'anglais la langue officielle et indiscutable de la communauté scientifique.

Cette caractéristique semble toutefois limiter la diversité de l'auditoire des conférences. Une large majorité des participants partagent des origines québécoises ou françaises même si 17 pays sont représentés.

Double participation

Dans un souci de parité, quel que soit le sujet abordé, des représentants des deux bords de l'Atlantique sont sollicités. Chacun participe d'ailleurs dans une égale mesure à l'élaboration des thématiques qui sont suggérées par des équipes mixtes de représentants québécois et rhônalpins réunis en conseils scientifiques. Il en résulte des thématiques communes, mais portant sur des sujets extrêmement diversifiés.

À propos du programme et des participants, Alain Bideau, qui est un gourmand, manie volontiers la métaphore pâtissière: « Les Entretiens Jacques-Cartier, c'est une sorte de mille-feuilles, dit-il. Il comprend des couches de science, d'économie et de culture. Lorsqu'on le croque, toutes leurs saveurs se mélangent. C'est cela que nous avons voulu créer: des ponts entre des disciplines qui ne se fréquentent pas. »

Et cette année, la 17^e édition des Rencontres ne dérogera pas à la règle: les thèmes traités dans les 21 colloques annoncés seront éclectiques. Avec quatre axes majeurs tout de même: des questions scientifiques « pointues », d'autres liées « aux grands problèmes de société », d'autres encore liées au domaine économique. Et enfin, un volet culturel.

VOIR PAGE H 2: FRANCOPHONE

Un immense remue-méninges francophone

FRANCE-QUÉBEC	QUÉBEC-FRANCE	ORGANISMES	VILLES	SCIENCES	DESIGN
Universitaires Politiques Gens d'affaires Page 2	Laforest Bachand et autres Page 3	OFQJ ERAI Page 4	«Gouvernance» Page 5 Musées Page 6 Transport Page 7	Nanotechnologies Page 6	Montréal Page 6

• ENTRETIENS JACQUES-CARTIER •

Dialogue interuniversitaire

Ils viennent pour apprendre...

« En interface directe avec le monde anglo-saxon »

C'est une importante délégation d'universitaires français qui s'apprête à déferler sur le Québec. À l'occasion des 17^e Entretiens Jacques-Cartier, qui se dérouleront du 4 au 9 octobre à Montréal, Québec et Sherbrooke, recteurs, présidents, enseignants et étudiants viennent tisser des liens dans la Belle Province.

MARTIN KOUCHNER

Contrairement à une idée reçue, la langue commune n'est pas la raison principale de l'intérêt français pour l'université québécoise. Bien sûr, la situation géographique particulière du Québec et sa place dans la francophonie présentent un intérêt à leurs yeux. « La langue offre un lien privilégié. Et ce qui nous intéresse, c'est que le Québec se bat plus que nous sur les questions linguistiques. Cela nous permet de progresser sur ce point », dit Guy Lavoirel, président de l'Université Jean-Moulin Lyon 3.

Mais paradoxalement, notre héritage commun ne les passionne pas: ils sont bien plus attirés par nos différences! L'université française a évolué et cherche désormais à s'ouvrir, comme ses consœurs étrangères, à l'interna-

tional. « L'autonomie n'est plus possible. Aucune université ne peut à elle seule réinventer le système éducatif. Il faut absolument se projeter dans l'avenir en créant des réseaux et en cherchant des solutions dans d'autres contextes », dit Gilbert Puech, président de l'Université Lumière Lyon 2.

Séduction

Or, dans cette quête de partenaires, le contexte québécois séduit. D'abord par la compétence reconnue de ses universités. « Nous sommes séduits par la qualité des établissements montréalais et par l'excellence des activités de recherche et d'enseignement qu'on y développe », explique John Tuppen, vice-président chargé des relations internationales à l'Université Joseph-Fourier de Grenoble, spécialisée dans les sciences et le domaine de la santé.

Mais aussi en raison de sa situation géographique et de la culture propre qu'elle y a développée. « La province, située à cheval entre l'Europe et les États-Unis, offre des perspectives particulièrement intéressantes. Elle est en interface directe avec le monde anglo-saxon », dit M. Puech.

Sur le plan de la recherche, mais aussi sur les plans pédagogiques et administratifs, les deux systèmes proposent des approches très différentes. Chacun peut donc apprendre de l'autre.

En prenant bien sûr en compte leurs contraintes spécifiques. Ainsi, les systèmes québécois et français s'inscrivent dans des réalités nationales très différentes et les questions de « gouvernance » au sein de l'université ne s'y traitent pas de la même manière.

Par exemple, de l'autre côté de l'Atlantique, l'université est publique et les coûts d'inscription pratiqués sont très faibles. Environ 280 \$ — plus ou moins — par année, contre environ 1000 \$ au Québec. Par conséquent, le public étudiant et les méthodes pédagogiques qui s'appliquent à lui ne sont pas directement comparables. « Chez nous, il s'agit

d'abord d'un public de masse », dit M. Puech.

Nouvelles technologies

Mais au-delà des contraintes spécifiques, les enseignements potentiels sont nombreux. Ainsi, sur le plan pédagogique, le développement des nouvelles technologies de communication au sein de l'université locale passionne. « L'implantation de réseaux Wi-Fi, sans fil, et l'équipement des étudiants en informatique restent trop peu développés en France. L'expérience québécoise m'intéresse. Comment revivifier les approches pédagogiques grâce à ces équipements? », voilà l'une des questions auxquelles Gilbert Puech compte obtenir des réponses auprès de ses collègues québécois lors de sa prochaine venue à Montréal.

En France, en dehors des grandes écoles, qui pratiquent une sélection importante et des frais de scolarité élevés, il est difficile d'imposer le recours systématique à l'informatique pour les étudiants.

Pourtant, « la question des campus "présentiels" [où l'on est présent] et numériques [virtuels]

constitue déjà un dossier chaud », dit M. Puech.

Les méthodes d'enseignement sont aussi l'objet d'attentions particulières à d'autres niveaux. « Le lien entre les professeurs et les étudiants s'établit différemment au Québec. Il y a une plus grande accessibilité de la part du corps enseignant chez vous et une plus grande autonomie des élèves », note Guy Lavoirel, dont l'université d'été a récemment accueilli un professeur québécois en résidence.

Étudiants par milliers

En matière de rencontres et d'échanges, les débats qui se dérouleront à l'occasion des Entretiens Jacques-Cartier sont d'ailleurs l'arbre qui cache la forêt. En effet, pour l'année 2002, on dénombre 4857 étudiants français qui ont séjourné dans un établissement québécois, selon la Gestion des données sur les effectifs universitaires (GDEU), un chiffre qui fait de ce contingent le premier en nombre au Québec. « Ces échanges offrent une ouverture d'esprit indispensables à nos élèves », dit John Tuppen. La langue est commune, mais pas les cultures universi-

taires. » Ceux qui viennent passer une année ou deux sur les bancs des établissements québécois y découvrent « une simplicité et un dynamisme tout américains qui riment avec efficacité. Le schéma appliqué y est: objectif — moyens — résultats quand, en France, nous privilégions parfois autant la façon de faire que les résultats », dit Gérard Pinault, le nouveau directeur de l'École supérieure de chimie-physique électrique d'ingénieurs CPE-Lyon.

Mais les liens reposent aussi sur les activités de recherche développées de concert. L'utilisation de la robotique médicale, par exemple, est développée à l'Université Joseph-Fourier de Grenoble en collaboration avec l'Université de Montréal. Les chercheurs en informatique français travaillent sur la question des habitats intelligents pour les personnes souffrant de difficultés cognitives avec des psychiatres montréalais.

En cinq jours, du 4 au 9 octobre prochain, les responsables universitaires français et québécois manqueront sans doute de temps pour aborder tous ces sujets.

Participation française

La région Rhône-Alpes débarque à Montréal

« Nous avons une proximité évidente avec les Québécois »

Quelque 350 personnes venues de France participeront aux 17^e Entretiens Jacques-Cartier. Quelques personnalités de la région Rhône-Alpes témoignent de leur attachement et de leur intérêt envers le Québec.

RÉGINALD HARVEY

Jean-Jack Queyranne, président du Conseil régional Rhône-Alpes, sera présent en terre québécoise, plus particulièrement pour le renouvellement du plan d'action entre sa région et le Québec: « C'est la plus ancienne forme de coopération avec une région française et c'est aussi la plus importante de par son volume. » Il laisse savoir qu'il y a 450 étudiants boursiers français rhônalpins qui étudient chaque année au Québec, ce qui représente 10 % des engagements financiers du Conseil en matière de bourses destinées aux jeunes.

Son séjour est aussi motivé par la maintenance de relations culturelles anciennes et par des raisons économiques: « Je pense notamment rencontrer, dans le cadre de ma venue, l'état-major de Bombardier, qui travaille en France dans le domaine de la livraison de matériel de transport. En plus, il y a plusieurs formes de coopération sur les plans universitaire, scientifique, culturel et économique. »

Jean-Jack Queyranne manifes-

te depuis fort longtemps un intérêt envers le Québec: « J'ai été une des premiers boursiers de l'Office franco-québécois puisque je suis venu ici en 1971. À ce moment, j'ai même séjourné à Chicoutimi et à Sherbrooke, en plus de Montréal et Québec. C'était la vie d'un jeune universitaire lyonnais qui découvre le Québec, ce pays dont on entendait beaucoup parler; c'était aussi la découverte de l'accueil très chaleureux des Québécois et de cette forme de modernité qui conjugait à la fois l'inscription dans une tradition francophone, voire européenne, et dans un monde déjà devenu nord-américain. »

Il désigne les points d'intérêt de sa région envers le Québec: « Il y en a plusieurs et il y a aussi la valeur d'exemplarité. Il existe beaucoup d'échanges sur des questions fondamentales comme l'environnement, les questions urbaines et l'économie. Il y a de plus cette étroite collaboration en éducation, qui frappe tellement; je crois que la quasi-totalité des présidents des universités de la région Rhône-Alpes seront là. »

Montréal, et aussi Québec

Pierre Jamet, directeur général des services du département du Rhône, explique les raisons qui motivent sa présence à Montréal à l'occasion des Entretiens: « Une fidélité et un grand intérêt à poursuivre les échanges avec nos amis québécois. Le département du Rhône est impliqué dans le colloque sur la "gouvernance" dans lequel j'interviendrai le jeudi 7 octobre. Depuis deux ans à Lyon, dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, nous préparons cette rencontre avec l'INRS Urbanisation (M. Di-

vay) et Dexia crédit local de France (M. Valletoux). Les réunions de travail préparatoires se sont révélées très riches et constructives. Chaque année, le département du Rhône organise un colloque sur un sujet qui l'intéresse en lien avec ses missions. »

M. Jamet se rendra également dans la Vieille Capitale: « Par ailleurs, nous serons d'abord à Québec (du 2 au 6 octobre) où nous organisons deux tables rondes avec la Ville de Québec, sur les thèmes du tourisme et des NTIC, auxquelles je participerai également. »

Des liens étroits ont été tissés entre le département et le Québec

depuis longtemps. Il procède à un tour d'horizon: « Depuis 1988, le département soutient les Entretiens Jacques-Cartier. Nous avons tissé des liens de coopération importants avec la Ville de Québec (par exemple, en signant un accord d'échanges et de coopération en 1991 avec J.-P. L'Allier). Nous organisons régulièrement des missions d'échange de savoir-faire sur des thèmes très divers toujours en lien avec nos compétences — en matière d'environnement, notamment sur la gestion des parcs urbains, dans le domaine médico-social (maintien à domicile des personnes âgées, traitement des personnes han-

dicapées), en matière de NTIC (Intranet et intranet et les liens entre administrations et usagers), et dans le domaine culturel (muséographie, animation, dessertes des musées, tentes des publics, échanges d'expositions, etc.). Des liens se sont tissés entre les musées que nous gérons: le Musée d'archéologie de Pointe-à-Callière (jumelé avec notre Musée d'archéologie de Saint-Romain en Gal depuis 1996), le Musée de la civilisation de Québec (M. Côté est devenu le directeur de notre musée et du projet du futur Musée des confluences à Lyon). »

Pierre Jamet qualifie ainsi la nature des rapports tissés avec le Québec: « Plutôt de nature culturelle car les liaisons sont faciles, mais aussi sur tous les plans sociaux et sociétaux. »

Permanence de l'événementiel

Olivier Ginon, président de GL Events, cette entreprise qui a vu le jour il y a maintenant un quart de siècle dans la région Rhône-Alpes, décrit les raisons de son intérêt à l'endroit des Entretiens et de sa présence à Montréal: « Nous intervenons aujourd'hui dans le monde entier en tant que conseils en ingénierie et en logistique événementielle. Mais nous sommes toujours restés fidèles à notre région d'origine, où est d'ailleurs installé notre siège social. »

« C'est à ce titre que nous accompagnons et "sponsorisons" certaines manifestations rhônalpines qui développent une dimension internationale et sont sources de valeurs partagées et de créativité. » Il précise: « Les Entretiens Jacques-Cartier sont de celles-ci. Nous sommes leur partenaire depuis trois ans déjà, avec la volonté affirmée d'apporter le concours de GL Events au rayonnement de notre région au travers de manifestations qui favorisent l'innovation. »

L'entreprise manifeste un vif intérêt envers les marchés étran-

gers, comme le laisse savoir Olivier Ginon: « Nous avons très tôt développé notre groupe à l'international. Très vite, nous avons accompagné nos clients dans l'organisation de leurs manifestations à l'étranger, notamment sur le continent américain. »

Dans cette perspective, le Québec s'avère particulièrement attirant: « Depuis trois ans, nous intervenons au Québec pour le Grand Prix de Formule 1 de Montréal avec la fourniture de gradins et tribunes. Nous avons l'ambition de nous développer fortement au Québec par rapport à l'ensemble de nos activités. Notamment, nous suivons de près l'évolution de la gestion des parcs d'exposition et de congrès. Nous sommes, en effet, prêts à apporter notre réflexion et notre savoir-faire développés sur plus de 20 sites en France et en Europe, notamment en Espagne. »

Qui plus est, les liens entretenus avec le Québec ne se limitent pas seulement au secteur des affaires: « Notre intérêt pour le Québec est double. Il est économique, comme je viens de le préciser, mais aussi culturel et amical. Nous avons une proximité évidente avec les Québécois et comptons de nombreux amis au Québec avec lesquels nous partageons régulièrement nos expériences pour favoriser la naissance d'idées nouvelles. »

FRANCOPHONE

« Le Centre Jacques Cartier est encore jeune, mais nous avons une foule d'idées », dit Alain Bideau

SUITE DE LA PAGE H 1

On pourra ainsi assister à des conférences sur des sujets aussi

différents que le design, le développement durable dans la production d'énergie et le transport, les nouvelles technologies de l'in-

formation, l'oncogénétique, etc., toujours présentant des problématiques communes.

Ce sera le cas par exemple du

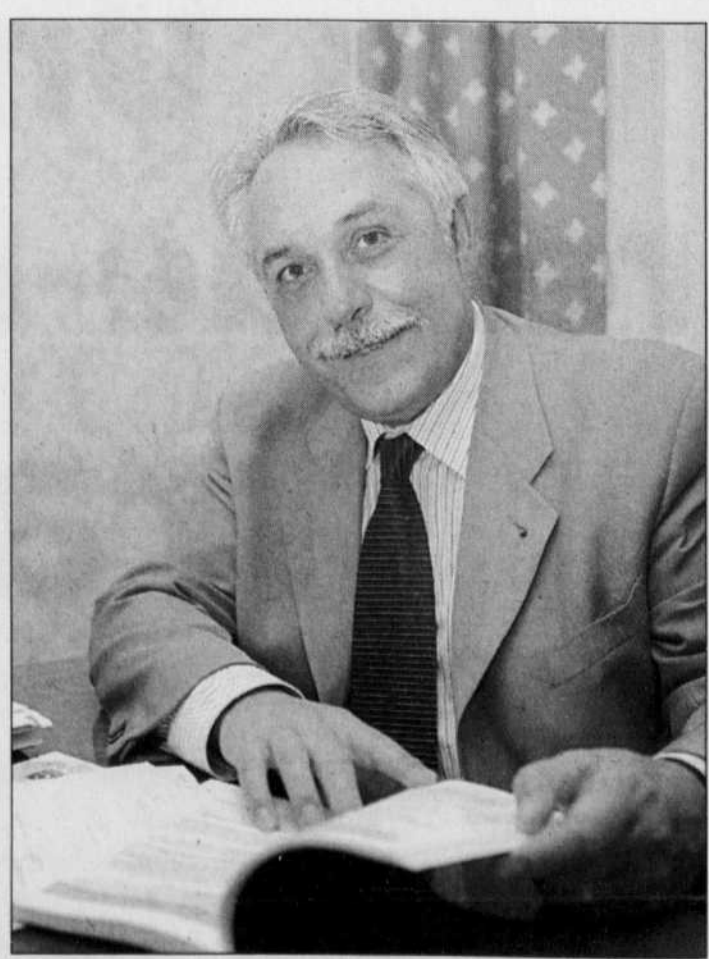
colloque « Jeux de hasard et d'argent: enjeux scientifiques et sociaux » qui se tiendra le 7 octobre dans les locaux de l'université McGill. « Le Québec a des équipes de recherche mixtes sur cette question, ce qui manque beaucoup en Europe alors même que la problématique s'y pose de manière tout aussi cruciale », dit Alain Bideau.

Des thématiques particulièrement pointues seront aussi abordées. Ce sera le cas avec le colloque « Nanointerfaces pour les dispositifs intelligents » qui se déroulera dans les locaux de l'université McGill les 7 et 8 octobre prochains.

Sur le plan culturel, six galeries montréalaises accueilleront autant de galeries lyonnaises, et une exposition photographique de l'œuvre de Rajak Ohanian sera visible dans l'édifice du journal *The Gazette*. Des événements qui se prolongeront jusqu'à la fin octobre, début novembre.

Enfin, la Ville de Québec accueillera deux tables rondes organisées conjointement avec le Conseil régional du Rhône, là encore sur des problématiques: « L'intervention des municipalités et des collectivités locales en matière de tourisme » et « Les nouvelles technologies de communication: les impacts sur les citoyens et sur la prestation des services gouvernementaux. »

« Le Centre Jacques-Cartier est encore jeune, mais nous avons une foule d'idées », dit Alain Bideau. Dès l'année prochaine, nous mettrons



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Alain Bideau, directeur du Centre Jacques Cartier.

l'accent sur les nouvelles générations de ceux qui seront les acteurs économiques, politiques et culturels du futur.»

Dans le cadre des XVII^e Entretiens Jacques Cartier

À ne pas manquer

Colloque international

LA GOUVERNANCE MÉTROPOLITAINE

RECHERCHE DE COHÉRENCE DANS LA COMPLEXITÉ

Inscription: <http://ejc.inrs.uqs.quebec.ca>

Dans la foulée des réformes institutionnelles municipales, des praticiens de la gouvernance des grandes agglomérations et des universitaires débattront de plus d'une douzaine d'expériences européennes et nord-américaines afin de stimuler les réflexions et d'enrichir les pratiques sur la gestion métropolitaine.

:: Date: 7 et 8 octobre 2004
:: Lieu: Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield
Niveau 4, salon Mont-Royal
Montréal

Villes participantes: Birmingham, Bordeaux, Leeds, Lille, Lyon, Montréal, Nantes, Québec, Stuttgart, Toronto, Turin, Winnipeg

♦ ENTRETIENS JACQUES-CARTIER ♦

À cheval sur l'Atlantique

« Le grand défi a été de sortir des cibles universitaires traditionnelles »

Le Centre Jacques Cartier célèbre cette année son 20^e anniversaire de création. Aussi, pendant que s'amorceront bientôt les 17^e Entretiens, l'heure est au bilan pour les instigateurs québécois du mouvement. Un bilan somme toute positif.

GUYLAINE BOUCHER

« Avant la création du Centre Jacques Cartier, toutes nos relations avec la France étaient orientées vers Paris. Les Entretiens ont permis de constater que beaucoup de choses intéressantes se font ailleurs, notamment dans la région Rhône-Alpes. »

Jacques Légaré est professeur de démographie à l'Université de Montréal. C'est lui qui, aux côtés de Alain Bideau du Centre national de recherche scientifique (CNRS), mettait en place il y a 20 ans les fondements de ce qui allait devenir le Centre et les Entretiens Jacques-Cartier.

Aujourd'hui, la formule n'a pratiquement plus besoin de présentation. Inspirée du modèle, très populaire en Europe, des maillages intercity, elle réunit pendant quelques jours des professionnels et chercheurs de divers horizons œuvrant d'une part à Montréal ou au Québec et, d'autre part, à Lyon ou dans la grande région Rhône-Alpes. « Dès le départ, explique Jacques Légaré, le grand défi a été de sortir des cibles universitaires traditionnelles pour intégrer aussi au projet des gens provenant du milieu du commerce et des artistes. Ça supposait la mise en place d'une dynamique très particulière. »

À la grande surprise des organisateurs, les premiers Entretiens parviennent à réunir de nombreux intervenants. En fait, à Lyon, la réponse est telle que, dès la fin du premier rendez-vous, l'équipe française propose de renouveler l'expérience chaque année. « Le son de cloche était évidemment intéressant, mais nous n'avions pas la capacité au Québec d'organiser un tel rendez-vous chaque année, précise à ce sujet le professeur de l'Université de Montréal. Nous avons donc convenu que Lyon irait de l'avant chaque année et que Montréal serait l'hôte de l'événement tous les quatre ans. »

Des liens tissés serrés

Président-directeur général de SECOR, Raymond Bachand a pris régulièrement part aux Entretiens. Comme d'autres gens du secteur privé, il affirme y avoir trouvé son compte. « À chaque fois, les Entretiens ont été et sont un

« brainstorming » intellectuel de grande qualité. C'est un moment pour tisser des liens importants. Une occasion aussi de voir des gens de chez-nous que nous n'avons malheureusement pas toujours le temps de rencontrer dans notre vie professionnelle quotidienne. Les liens qui se créent là dépassent d'ailleurs souvent le strict cadre des colloques. »

Dans tous les domaines, l'heure est plus que jamais aux partenariats et c'est la base des Entretiens

Ancien responsable du Fonds de solidarité de la FTQ, il se souvient notamment d'un colloque réunissant quelque 25 représentants français et autant de Québécois spécialistes du capital de risque. « Nous avons des expériences différentes. Nous avons parlé de nos projets. Tout cela a permis de voir que beaucoup de choses intéressantes se faisaient ailleurs. Certains se sont revus et ont travaillé ensemble après. »

En milieu universitaire, les rencontres ont aussi, avec les ans, favorisé l'émergence de nombreux projets de recherche conjoints. Vice-recteur aux affaires publiques et au développement de l'Université de Montréal, Guy Berthiaume en sait quelque chose. « Depuis 20 ans, précise-t-il, 380 équipes de recherche qui avaient été réunies une première fois dans le cadre de colloques intégrés aux Entretiens ont poursuivi leurs travaux en dehors de ce cadre. Pendant deux ou trois ans, ils ont exploré ensemble certains thèmes et plusieurs ont publié conjointement. Les retombées sont palpables. »

Plus encore pour le vice-recteur, les échanges d'étudiants, de professeurs ou de chercheurs que les liens créés avec le Centre ont permis ont été hautement bénéfiques pour l'Université de Montréal. « Il y a, à Lyon, des noyaux d'excellence très forts, notamment en médecine et en gestion. Le fait que nos facultés soient en contact est donc très intéressant. »

Un appui politique vacillant?

Par-delà ces retombées concrètes, que ce soit en matière universitaire, économique ou culturelle, du point de vue de Jacques Légaré, les Entretiens sont devenus « un événement auquel on se prépare chaque année et dont il faut



Il y a 20 ans, l'Université de Montréal était partenaire des Entretiens. Aujourd'hui, Laval, McGill, l'UQAM, Sherbrooke participent. Et à cela il faut ajouter des contributions qui viennent tant du milieu culturel que du secteur privé ou coopératif.

tenir compte». Malheureusement, s'empresse-t-il d'ajouter, du côté des gouvernements, qu'ils soient municipaux ou provinciaux, cette prise de conscience ne se matérialise pas toujours en espèces sonnantes. « Nos autorités ne mettent pas la même énergie que celles de Lyon ou de la région Rhône-Alpes à organiser et soutenir financièrement ou de toute autre façon les activités du Centre et les Entretiens. Pourtant, les décideurs politiques voient comme d'autres les retombées de tout cela pour leur ville ou province. »

Pour Montréal par exemple, l'impact des Entretiens a été majeur, ils ont largement contribué à faire connaître la ville. »

Si le professeur et instigateur des Entretiens se montre si inquiet, c'est que, pour la première fois cette année, la Ville de Montréal a refusé d'assumer les frais en lien avec la présence de ses employés à l'événement, qu'ils ont pourtant contribué à organiser. Il se refuse toutefois à sauter aux conclusions. « Malgré le fait qu'il y ait en Europe une culture

plus grande pour ce genre d'événement, nos collègues de Lyon affirment aussi qu'il est plus difficile aujourd'hui qu'il y a quelques années d'organiser les Entretiens. Le phénomène ne touche donc pas uniquement le Québec. Il ne faut pas renoncer. Dans tous les domaines, l'heure est plus que jamais aux partenariats et c'est la base des Entretiens. Ils ont donc toujours leur raison d'être. »

Même son de cloche du côté du vice-rectorat aux affaires publiques et au développement de l'Universi-

té de Montréal. « En 20 ans, 17 Entretiens Jacques-Cartier ont été organisés. Nous avons donc passé par-dessus certaines années mais, globalement, le mouvement est bien installé et les gens y croient. »

Malgré son intérêt connu pour la question — il prendra notamment la parole dans le cadre de la conférence d'ouverture des prochains Entretiens — l'actuel maire de la métropole, Gerald Tremblay, n'a pas été en mesure d'accorder une entrevue sur le sujet et de réagir à cette information.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Raymond Bachand, président-directeur général de SECOR.

Comprendre la relève d'entreprise, c'est capital.

Accès Relève : une solution globale comportant un partenariat financier sur mesure ainsi qu'un soutien dans l'implantation du plan de relève et de continuité de votre entreprise.

www.jacalisse.com
Tél. : (514) 842-3261

Caisse de dépôt et placement du Québec

ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

COLLOQUES

À surveiller

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: UN DÉFI POUR L'ÉNERGIE ET LE TRANSPORT
Depuis le Sommet de la Terre sur l'environnement et le développement durable (Rio, 1992), les décideurs tant politiques qu'économiques ont pris conscience de leurs responsabilités en ce qui concerne la gestion durable des ressources de notre planète et plus particulièrement notre environnement de vie.

Par ailleurs, la mise en œuvre de mesures de réduction des gaz à effet de serre (GES) dans le contexte du Protocole de Kyoto et la tenue du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg à l'automne 2002, qui se situe dans la continuité du Sommet de Rio, mettent en évidence les défis de la mise en application des principes de développement durable.

Hôtel Hyatt Regency Montréal
1255, rue Jeanne-Mance
Les 7 et 8 octobre

EAU POTABLE ET TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES: ENJEUX INTERNATIONAUX

Ce colloque entend proposer aux spécialistes du secteur environnemental une série d'exposés ayant pour thèmes, d'une part, l'eau potable et, d'autre part, les technologies environnementales. Des experts aborderont plusieurs sous-thèmes, couvrant les aspects complémentaires de ces problématiques, jetant ainsi une perspective unique sur l'ensemble de ces questions. Le colloque sera l'occasion d'échanges entre universitaires, consultants, représentants gouvernementaux et praticiens.

Centre Eau, Terre et Environnement
Institut nationale de la recherche scientifique
490, rue de la Couronne, Québec
Les 4 et 5 octobre

LA RELÈVE DANS LES PME ET LA TRANSMISSION DE L'ENTREPRISE: DEFIS ET STRATÉGIES

L'importance des petites et moyennes entreprises (PME) dans l'activité économique et sociale est largement reconnue, comme en témoignent de nombreux écrits, et la pérennité de ces entreprises dépend inévitablement de leur capacité à assurer la transmission, tant sur les plans de la gestion que de la propriété. Si le phénomène n'est pas nouveau, l'évolution récente de la démographie en Occident semble lui donner plus d'ampleur. A titre d'exemple, on estime que 50 % des dirigeants d'entreprise du Québec prendront leur retraite d'ici cinq à dix ans.

Université Laval
Faculté des sciences de l'administration
Pavillon Palais-Prince, Québec
Le 8 octobre

L'IMPACT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DES PRINCIPES JURIDIQUES

La banalisation des technologies de l'information influence la façon dont sont énoncés, compris et appliqués les principes juridiques. Le colloque vise à faire le point sur différentes facettes du phénomène. On s'interroge sur les formes d'encadrement des technologies par le droit, et les perspectives de la pratique du droit à l'égard des changements dans les technologies de création, de gestion et de conservation de l'information. Un accent particulier est mis sur la comparaison des approches européennes et nord-américaines à l'égard des enjeux pour le droit suscités par les technologies de l'information.

Université de Montréal
Amphithéâtre B-2215
3200, rue Jean-Brillant
Montréal
Le 8 octobre

ALLOCATION DES RESSOURCES EN SANTÉ: ENJEUX, PERSPECTIVES ET CHOIX ÉTHIQUES ET BIOÉTHIQUES

Les avancées de la génétique, le développement de la pharmacogénomique, le vieillissement de la population et les nouvelles techniques de reproduction suscitent et susciteront des questions de plus en plus complexes chez les décideurs politiques et administrateurs des organismes liés à la santé. Les attentes d'un public averti à l'égard de la santé sont et seront de plus en plus élevées. Le public réclamera un accès à tous ces nouveaux tests et produits et les pressions iront en s'accroissant.

Université du Québec à Montréal (UQAM)
Salle des Boisées, pavillon Judith-Jasmin, 405, rue Sainte-Catherine est
Le 7 octobre
Pavillon Athanase-David
430, rue Saint-Denis
Le 8 octobre

VIEILLIR À DOMICILE
L'objectif de ce colloque est

d'échanger sur des travaux récents portant sur les modes de vie des personnes âgées et les soins à domicile sous trois aspects: la démographie, les proches aidants, et l'organisation des services. Les échanges seront concentrés sur les recherches coopératives en cours entre les équipes québécoises et canadiennes et les équipes françaises et européennes.

Centre d'arts Orford
3165, chemin du Parc
Orford,
Du 4 au 6 octobre

ONCOGÉNÉTIQUE: RÉALISATIONS ET DÉFIS

Une meilleure connaissance des altérations moléculaires se produisant tôt au cours du développement d'un cancer, ainsi qu'au cours de sa progression, devrait contribuer à améliorer les stratégies de prévention, de diagnostic précoce et de traitement et, par conséquent, à réduire la mortalité due à ce type de cancer.

Hôtel Crowne Plaza
505, rue Sherbrooke est
Montréal
Les 7 et 8 octobre

ALCOOL, DROGUES ET CONDUITES À RISQUE

Orienté vers l'évolution récente des concepts, des approches et des valeurs associés à ce phénomène, ce colloque permettra aux participants d'échanger sur leurs façons d'observer et de prendre en charge les réalités de la toxicomanie et ce, dans des contextes culturels différents. On y abordera, entre autres, les actions innovantes en matière de prévention de la conduite avec facultés affaiblies, les situations d'errance et de précarité, les services à bas seuils, la violence et la toxicomanie chez les jeunes, la situation de parentalité en présence de toxicomanie et le dépistage des problèmes de consommation.

Holiday Inn Select
88, avenue Viger ouest
Montréal
Les 7 et 8 octobre

NANOTECHNOLOGIES: TECHNOLOGIES DE NANOFABRICATION

Les nanotechnologies sont porteuses d'avenir et promettent des changements radicaux dans un vaste ensemble de domaines scientifiques et de secteurs industriels. La réalisation de nanodispositifs pour diverses applications, que ce soit en électronique, en photonique, en capteurs de tout genre ou en diagnostics biomédicaux, fait appel à une large gamme de techniques de micro et de nanofabrication comprenant la mise en forme de nouveaux matériaux ou la lithographie à l'échelle nanométrique.

Université de Montréal
Pavillon J.A. Bombardier
Les 6 et 7 octobre

TERRITOIRES OUVERTS: CRÉATION ET RÉSEAUX À HAUT DÉBIT

Comment la création artistique, en particulier celle qui s'appuie sur les réseaux informatiques, sera-t-elle transformée par l'arrivée du très haut débit et des bandes passantes allant jusqu'à 1 GHz (100 fois la capacité d'Internet tel qu'on le connaît)? Ce colloque est limité à 24 participants sur place et sera diffusé en direct sur le Web.

Société des arts technologiques
1195, boulevard Saint-Laurent
Montréal
Les 8 et 9 octobre

USAGE ET PRATIQUE DE LA GÉNÉALOGIE

Au Canada comme en France, la généalogie a connu, depuis une cinquantaine d'années, un développement spectaculaire. Un loisir pour retraités est ainsi devenu une activité aux usages et pratiques diversifiés, ouverte aux nouvelles technologies et associée à des courant scientifiques novateurs. Bénéficiant d'excellentes sources manuscrites — registres paroissiaux catholiques et actes notariés, notamment —, le Québec et la France sont au cœur du mouvement.

Pointe-à-Callière
Salle polyvalente
350, Place Royale
Les 7 et 8 octobre

VIN, SANTÉ: DU TROP BOIRE AU BIEN BOIRE

Société des alcools du Québec
Maison du Gouverneur
901, avenue de Lorimier
Montréal
Les 7 et 8 octobre

LES JEUX DE HASARD ET D'ARGENT: ENJEUX SCIENTIFIQUES ET SOCIAUX

Université McGill
Faculty Club
3450, rue McTavish
Montréal
Le 7 octobre

Entreprise Rhône-Alpes internationale

La belle porte d'entrée pour l'Europe

«Un réseau qui peut assez rapidement aiguillonner les entreprises québécoises»

Pour toute personne désireuse de faire des affaires en Europe, il existe une excellente porte d'entrée peu connue: la région Rhône-Alpes. Située au sud-est de la France, frontalière avec la Suisse et l'Italie du Nord, cette région industrielle entretient des liens privilégiés avec le Québec, ne serait-ce qu'en raison de ses similitudes et complémentarités.

CLAUDE LAFLEUR

La région Rhône-Alpes compte près de six millions d'habitants (légèrement moins qu'ici) et elle est la deuxième région de France en termes de puissance économique (après l'Île-de-France). «C'est une région "leader" en France dans bon nombre de domaines, évoque Laurent Satre, représentant de la région Rhône-Alpes à la société ERAI. C'est une région qui a une forte tradition industrielle, poursuit-il, et ce n'est donc pas étonnant de la retrouver aujourd'hui à l'avant-garde dans les domaines du textile, de la mécanique, de la chimie, de l'électronique et de la plasturgie. C'est même le bassin plasturgique le plus important d'Europe.»

Des entreprises de part et d'autre de l'Atlantique

Établi à Montréal depuis 15 ans, Laurent Satre dirige le bureau local d'ERAI — Entreprise Rhône-Alpes internationale —, une association à but non lucratif créée en 1987. Les dix bureaux à l'étranger d'ERAI (Chine, Japon, États-Unis et dans la plupart des pays européens) ont pour objectif d'aider les entreprises rhônalpines à se développer à l'extérieur de la France. «Notre mission consiste à trouver des partenaires commerciaux ou industriels et à faire de l'aide à l'implantation pour des sociétés de la région sur des territoires étrangers», précise le représentant.

De même, ERAI-Montréal aide nos entrepreneurs à s'implanter en France, que ce soit par le biais de coopérations économiques, d'alliances stratégiques, de transferts technologiques ou d'implantations. «La région Rhône-Alpes est intéressée à accueillir de nouveaux investisseurs, indique M. Satre, et notre rôle est de promouvoir ce territoire comme terre d'accueil pour de nouveaux investissements étrangers, notamment canadiens. Notre rôle va donc dans les deux sens et ce

que nous faisons pour les Canadiens est gratuit, alors que ce que nous faisons pour les entreprises rhônalpines est facturé.»

M. Satre fait ressortir que, comme au Québec, les entreprises de sa région évoluent rapidement vers des secteurs de pointe. «Si on prend le secteur des textiles, dit-il, historiquement, on connaît tous les soieries de Lyon et la filature-textile d'Ardeche. Or ces métiers, par l'internationalisation et le bouleversement de la donne qui s'en est suivi, ont dû évoluer considérablement, ce qui fait que beaucoup d'entreprises fabriquent à présent ce qu'on appelle des textiles à usage technique, des textiles à très forte valeur ajoutée, des textiles "intelligents" avec des applications aussi bien liées à l'aéronautique qu'à la défense. Je donne cet exemple pour montrer que la plupart de nos industries partent d'un savoir-faire et d'un ancrage industriel profond pour développer de nouveaux métiers... Or, comme vous le constatez sans doute, c'est assez proche des réalités québécoises puisque nos industries évoluent aussi vers des métiers de pointe.»

Et comme au Québec, la région Rhône-Alpes a un important réseau de PME, soit quelque 40 000. «C'est vraiment l'une des composantes principales de l'environnement économique régional, indique M. Satre. On a aussi une population très jeune, puisque le tiers d'entre elle a moins de 25 ans...»

Un guichet unique

«Cela fait 15 ans que je suis au Québec et je me pose souvent en ambassadeur des deux territoires, lance avec un sourire Laurent Satre. Quand je suis en France, j'essaie de défendre au maximum le Québec, ma terre d'adoption! La réalité que j'essaie de faire valoir à mes compatriotes est que le Québec compte, sur le plan économique, des industries performantes, des "leaders" mondiaux dans certains domaines d'activité, un dynamisme et une croissance fort intéressants. Et le Québec, c'est surtout



Lyon et son nouveau réseau de surface.

un territoire dans lequel il est extrêmement intéressant de s'implanter, que ce soit en raison des coûts d'exploitation d'une entreprise, des ressources qu'on y trouve, de sa main-d'œuvre qualifiée, d'un environnement d'affaires très favorable, d'une fiscalité intéressante... Je dirais donc que, par-delà la langue, il y a tous ces paramètres qu'un chef d'entreprise français doit prendre en compte.»

M. Satre aide tout aussi bien nos entreprises à tisser des partenariats techniques ou commerciaux. «Mais, hélas, ce ne sont jamais de gros projets d'implantation, laisse-t-il filer, car il est encore difficile de convaincre les Québécois d'investir en Europe... Tous sont obsédés par le développement du côté américain. Mais n'est-il pas dangereux pour toute entreprise d'avoir 85 % de son chiffre d'affaires chez un seul client? On a donc un gros travail à faire en amont, un travail de sensibilisation, afin que vos entrepreneurs élargissent leurs perspectives.»

M. Satre avoue sans peine que, vue d'ici, la complexité des lois françaises fait peur à beaucoup d'entrepreneurs. «Bien sûr qu'il est plus complexe de s'établir en Europe qu'aux États-Unis, dit-il. Mais ce n'est pas compliqué, c'est juste complexe! C'est-à-dire

qu'il faut bien comprendre les mécanismes et les subtilités, d'où l'importance de faire affaire avec des gens comme nous. Nous, nous nous posons un peu comme un guichet unique pour ce qui est de la région Rhône-Alpes: on a un réseau qui peut assez rapidement aiguillonner les entreprises québécoises, qui peut leur faire gagner beaucoup de temps et faire en sorte que l'entreprise trouve des réponses rapides à ses questions pour s'installer ou se développer correctement.»

Et Laurent Satre ne peut s'empêcher de nous lancer une invitation à visiter son coin de pays en soulignant que la première industrie de la région Rhône-Alpes est le tourisme. Bordée par les Alpes à l'est et par le Massif central à l'ouest, la région bénéficie en effet d'une très grande variété de paysages, d'espaces naturels et même de climats variés. «On a le plus grand domaine skiable au monde, dit-il avec un brin de fierté, et une très grande diversité touristique que les visiteurs apprécient beaucoup.» Les glaciers alpins, de nombreux lacs et plans d'eau et de grands cours d'eau (Loire, Rhône, Saône) assurent à la région une eau abondante et de qualité... encore là, des caractéristiques qui ne devraient pas nous dépayser.

Office franco-québécois de la jeunesse

Le club aux 110 000 membres

«Le jeune est plus motivé dans un environnement qui ne lui est pas familier»

Les voyages forment la jeunesse, dit l'adage. On pourrait aisément croire que l'Office franco-québécois pour la jeunesse a fait sien ce proverbe. «Toute personne qui est exposée à la réalité internationale en revient nécessairement transformée», affirme Alfred Pilon, secrétaire général de l'organisme pour la section du Québec.

PIERRE VALLÉE

Depuis sa création en 1968, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) a permis à plus de 110 000 jeunes adultes québécois et français de séjourner lors d'un stage dans l'un des deux pays hôtes. «Au Québec, c'est un véritable club. Je ne passe pas une semaine sans rencontrer quelqu'un qui a déjà fait un stage avec nous», déclare Alfred Pilon.

L'OFQJ est un organisme bilatéral et il est financé par les deux gouvernements. Chaque pays possède une autonomie de gestion et l'organisme est coiffé par deux secrétaires généraux, l'un québécois et l'autre français. «Mais le travail se fait évidemment en collaboration. Il y a peut-être deux pistes d'atterrissage, l'une à Montréal et l'autre à Paris, mais un seul Office.»

Les projets parrainés par l'OFQJ peuvent prendre toutes sortes de formes. On y trouve des stages de perfectionnement ou d'étude, des stages en milieu de travail, une participation à un congrès ou à un festival de quelque sorte, une mission économique et même une tournée de spectacles; bref, un peu de tout. Un seul critère demeure, par contre: le projet doit être lié à la formation ou à l'expérience professionnelle du jeune.

Un jeune qui a une idée précise du projet qu'il aimerait réaliser mais qui n'a pas établi de contacts outre-Atlantique peut faire une demande à l'OFQJ. Il aura alors à sa disposition un centre de documentation qui lui permettra de mieux se renseigner. «Il profitera aussi de ce qui fait la force de l'Office, soit son équipe, qui a su au fil des ans tisser un important réseau de contacts.

Nous sommes donc en mesure de dénicher sans difficulté l'organisme ou l'entreprise qui est justement à la recherche d'un stagiaire.»

Le jeune profitera aussi d'un encadrement qui lui permettra de bien ficeler son projet et de se retrouver dans le dédale bureaucratique avec lequel il doit parfois composer. À son arrivée, à Montréal ou à Paris, il sera aussitôt accueilli et on lui présentera les personnes-ressources dont il aura besoin pour faire de son séjour une réussite.

L'OFQJ défraie les coûts de transport du stagiaire et assume les frais de la première nuitée à l'hôtel. Les frais de séjour et d'hébergement sont sous la responsabilité du stagiaire. «Dans le cas de stages d'étude, beaucoup utilisent leurs prêt et bourse; il y en a qui trouvent du financement auprès d'organismes, d'autres ont tout simplement mis de côté des sous. Certains des stages en entreprise comprennent une indemnité.»

Un jeune qui a déjà établi de sa propre initiative les contacts avec l'organisme ou l'entreprise où il entend séjourner peut aussi faire appel à l'OFQJ. Dans ce cas, il profitera du même encadrement et des mêmes services.

Programmes récents et nouveaux

En plus de s'impliquer dans les projets que lui présentent les jeunes, l'Office franco-québécois pour la jeunesse a aussi mis en place plusieurs de ses propres programmes. Certains des plus récents méritent qu'on s'y attarde.

Le programme Formation et Emploi est un programme de formation et de réinsertion sur le marché du travail élaboré de concert

avec Emploi-Québec. Ce programme s'adresse aux jeunes du Québec qui sont sans emploi et qui désirent effectuer un stage de formation ou d'insertion professionnelle au sein d'entreprises ou d'organismes français. La durée des stages varie de quatre à 24 semaines et, grâce au soutien financier d'Emploi-Québec, les participants reçoivent une indemnité de 300 \$ par semaine.

«Nous nous sommes aperçus ces trois dernières années que le taux de réussite de ces stages est deux fois plus élevé lorsqu'ils ont lieu à l'international plutôt qu'au Québec. C'est ce que nous appelons la théorie du choc: le jeune est plus motivé dans un environnement qui ne lui est pas familier.»

En février 2004, le gouvernement du Québec mettait en place le plan d'action triennal du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse, qui vise à stimuler la culture entrepreneuriale chez les jeunes. Le Défi de l'entrepreneuriat jeunesse est soutenu par le Fonds Jeunesse Québec. Le volet international a été confié à l'OFQJ.

Ce volet, qui se nomme Programme synergie entreprise, permet à des jeunes du Québec de participer à des stages ou des activités outre-Atlantique leur permettant d'acquérir des connaissances entrepreneuriales ou même de tisser des liens économiques avec d'éventuels partenaires.

Afin d'assurer que ce programme prenne son plein essor, l'OFQJ vient de lancer une campagne de sensibilisation, intitulée «Osez entreprendre avec l'OFQJ» auprès des entrepreneurs et des institutions du Québec afin qu'ils soutiennent financièrement cet effort.

«L'idée est de permettre au plus grand nombre de jeunes d'y participer.» Une autre activité de l'OFQJ qui se tiendra sous peu est le colloque «Actions Jeunes Citoyens». Organisé en partenariat avec, entre autres, le Centre Jacques-Cartier, ce colloque réunira près de 180 jeunes en provenance du Québec et de la France, mais aussi de la

Belgique, de la Pologne et d'Amérique du Sud. «Actions Jeunes Citoyens» se tiendra dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier. «C'est un forum où les jeunes pourront brasser des idées autour du concept de l'engagement citoyen.»

Selon Alfred Pilon, la jeunesse d'aujourd'hui est sans doute plus ouverte et curieuse en ce qui concerne l'internationalisation que ne l'était la vague précédente. «Les moyens de communication modernes ont permis d'estomper les frontières. De nouvelles réalités politiques, tel le succès que connaît présentement l'Union européenne, changent aussi la donne. Le jeune d'aujourd'hui est moins effrayé par les frontières.»

Voilà pourquoi l'OFQJ a récemment décidé de s'ouvrir davantage aux tiers pays. On pense évidemment en premier lieu aux pays de la francophonie, mais il y a aussi l'Europe et les Amériques. Mais pas question pour autant de négliger l'axe France-Québec.

«Nous allons toujours mettre de l'avant le lien privilégié que nous entretenons avec la France. C'est d'ailleurs notre mission. Mais l'OFQJ pourrait élargir ses horizons. En France, l'Office pourrait servir de porte d'entrée vers l'Europe et ici, au Québec, de porte d'entrée vers les Amériques.»

Mais peu importe où le jeune choisira de séjourner, une chose demeure: voyager et s'ouvrir aux autres réalités constitue un avantage indéniable. Et le jeune qui décidera d'emprunter ce chemin pourra toujours compter sur l'OFQJ pour l'accompagner dans sa démarche.

ACTIONS JEUNES CITOYENS

POURQUOI ET COMMENT EN 2004?

Société des arts technologiques
Cégep du Vieux Montréal
Hôtel de ville de Montréal
Les 7 et 8 octobre

• ENTRETIENS JACQUES-CARTIER •

«Gouvernance» métropolitaine

Les grands ensembles urbains héritent de responsabilités accrues

Les villes sont « toujours en réforme permanente, c'est-à-dire que ça bouge toujours mais que cela avance peu »

«Il faut chercher les complémentarités si l'on veut se développer. On n'a pas suffisamment de force et de volume, sur le plan des paramètres du développement moderne, pour affirmer que Lévis, avec ses 125 000 habitants, peut faire concurrence à Chicago, Boston», déclare le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

RÉGINALD HARVEY

Dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier, deux séminaires se sont précédemment déroulés à Lyon sur la «gouvernance» métropolitaine. Le Centre Jacques-Cartier, le Centre Urbanisation, Culture et Société de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), la Ville de Montréal et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain prennent en main cette année la suite des choses et présentent un colloque de deux jours sur la même thématique.

Il y a de quoi pousser plus loin la réflexion en cette matière, car les grandes villes et les vastes régions urbaines se voient confier de plus en plus de responsabilités dans le développement des collectivités. Par le fait même, celles-ci réclament les pouvoirs requis et les moyens d'action adéquats pour assumer pleinement les obligations dans la complexité de leur existence en devenir.

Jean-Pierre Collin, professeur à l'INRS et l'un des responsables scientifiques du colloque, pose le constat que cette problématique est assez généralisée à l'échelle de l'Europe de l'Ouest et aussi de l'ex-bloc soviétique, plus à l'Est; tel est également le cas dans l'ensemble de l'Amérique, et il n'ose se prononcer au sujet de continents qu'il connaît moins, comme l'Afrique ou l'Asie. «Il y a un besoin de renouveler les institutions et les manières de gérer et de gouverner à l'échelle métropolitaine», selon ce dernier.

Il existe à son avis, dans ce contexte, une sorte de mise en sourdine des États nationaux dans leur forme classique, compensée par une montée en force des régions urbaines: «Les institutions politiques demeurent nationales et le gouvernement fédéral n'est pas diminué dans sa puissance. Il y a plutôt une échelle spatiale et territoriale où il se passe des choses majeures. De plus en plus,

avec la bénédiction des États, ces régions ont à transiger directement avec d'autres.» Montréal et Toronto créent des liens avec Boston ou encore avec les régions de Lyon et de Barcelone.

L'enjeu majeur de la «gouvernance»

Dans cette perspective, de grandes questions de société surgissent et retiennent l'attention. À titre d'enjeux importants, le professeur nomme, entre autres, l'aménagement du territoire, les transports et l'environnement: «Tout cela s'enrobe dans un grand concept qui est celui de la qualité de la vie. On sait que la compétitivité s'inscrit dans des considérations d'ordre économique et de productivité, mais on se rend compte que, graduellement, dans le jeu de cette compétitivité, cette qualité de vie devient un élément déterminant.»

La tendance veut que ce soient les agglomérations qui gèrent cette nouvelle réalité dans les milieux municipaux: «Ce n'est pas une critique, mais les municipalités prises une à une n'ont pas les moyens de s'attaquer à des problèmes de cet ordre. Peut-être aussi que les gouvernements supérieurs ne possèdent pas toutes les sensibilités nécessaires pour faire face à de telles situations parce qu'ils en sont trop éloignés.»

Des obstacles politiques se posent

La «gouvernance» municipale élargie se heurte d'abord à des obstacles politiques dans sa quête de cohérence, comme le fait ressortir Jean-Pierre Collin: «Je pense qu'il y a d'abord des écueils de cette nature. D'une part, ça suppose le développement de consensus, de mises en commun ou de compromis entre les acteurs locaux, et ce n'est pas nécessairement simple d'y arriver, notamment parce que ceux-ci représentent des groupes ou des catégories de population assez hétérogènes, dont les intérêts divergent.» Il est complexe d'en arriver à des ententes en raison du fait qu'il existe des quartiers ou des arrondissements où vivent des gens moins



DENIS TRUDEL / TOURISME QUÉBEC

Le maire Jean-Paul L'Allier croit que son statut de capitale pénalise Québec.

fortunés et d'autres plus à l'aise financièrement. Au Canada et au Québec se pose un problème particulier: «La fiscalité municipale repose beaucoup sur le foncier. Dans ce cadre, une municipalité qui possède une assise foncière non résidentielle très importante, qui est composée d'industries, de commerces ou d'institutions, n'a pas tendance à la partager; celle-ci essaie de conserver son patrimoine.»

Sur le plan politique, Jean-Pierre Collin cerne une autre difficulté: «Si la mise en place de nouveaux mécanismes de gestion sur le plan métropolitain survient dans le cadre de l'élection directe d'une nouvelle catégorie d'élus, par exemple dans le cas de l'élection du maire de Montréal ou de Toronto, la légitimité politique serait extrêmement forte vis-à-vis un premier ministre provincial ou fédéral.» Un jeu de pouvoir prendrait ainsi forme.

Sur le terrain de la capitale

Québec est devenue la deuxième ville en importance du Québec, dont elle est la capitale. Jean-Paul L'Allier, maire de la vil-

le et président de la Communauté métropolitaine de Québec, vit au quotidien au cœur de la problématique des grandes villes et il désigne à la fois les défis et les difficultés de l'homme politique municipal.

Il croit que son statut de capitale pénalise Québec: «Il se dégage une perception au sujet d'une ville qui est à la fois une capitale, à savoir que celle-ci est la "chouchou" du gouvernement, ce qui n'est pas vrai du tout. Pour sa part, le gouvernement s'imagine que, parce qu'il est là, sa seule présence est un baume sur l'ensemble des défis qui se posent. Ce sont deux préjugés qui viennent se renforcer l'un et l'autre, et qui ne correspondent pas à la réalité. Exemple: à Québec, sous Parizeau, on a créé une "commission de la capitale nationale" et, sous Charest, on lui a enlevé son budget.»

Les particularités régionales

Dans cette ville traditionnelle administrative, qui tend à le devenir de moins en moins, la population est composée de gens

qui ne sont ni très riches, ni d'une extrême pauvreté, ce qui se reflète de cette façon: «Quand l'économie fait ici des bonds vers le haut, ils sont moins élevés qu'ailleurs. Quand ce sont des creux vers le bas, ils sont moins profonds qu'ailleurs. Il en résulte plus de stabilité dans la région.»

Québec est aussi une ville à 97 % francophone: «C'est un milieu très homogène où les gens, très souvent, se sentent assez loin des débats sur la langue et la culture. À court terme, on ne se sent pas menacé quand on regarde uniquement son périmètre.» En termes de «gouvernance», les résultats sont les suivants, selon le maire: «Les grands défis du développement économique, social et culturel se posent autrement qu'ailleurs à bien des points de vue.»

Citant l'exemple de Lévis, qui se place en concurrence avec sa ville, il prône plutôt cette vision: «Il faut chercher les complémentarités si l'on veut se développer. On n'a pas suffisamment de force et de volume, sur le plan des paramètres du développement moderne, pour affirmer que Lévis, avec ses

125 000 habitants, peut faire concurrence à Chicago, Boston, etc. On a intérêt non pas à s'assimiler les uns les autres, mais à chercher nos complémentarités.» Les cours d'eau divisent les villes et ce, non seulement sur le plan physique: «C'est la même chose à Hull-Ottawa, à Budapest et ailleurs, dans toutes les municipalités qui sont partagées par un fleuve ou par une rivière. Ça devrait les unir mais, traditionnellement, on perçoit cela comme une opposition.»

Un partenariat difficile et un manque de moyens

Jean-Paul L'Allier pose un jugement sévère sur les partenaires publics importants que côtoient les municipalités. Il en parle en termes de défi constant à surmonter: «Ceux-ci ne vont jamais au bout de leur réforme, jamais au grand jamais. Ça commence sous un gouvernement et ça s'essouffle en chemin dans le passage de celui-ci à un autre. Finalement, on est toujours en réforme permanente, c'est-à-dire que ça bouge toujours mais que cela avance peu.»

Les administrations municipales se heurtent à des obstacles à divers niveaux: «Dans une entreprise, on est capable de partir du point A et d'atteindre un objectif sans avoir à s'enfarger dans des élections aux quatre ans, dans des consensus populaires, etc. On y va! Quand on gère des ressources publiques à paliers multiples, c'est-à-dire en présence de Québec, d'Ottawa, des villes, des MRC, des conseils d'élus, etc., tout cela est bâti pour donner un rendement minimal par rapport à l'effort souscrit.»

Le maire L'Allier déplore finalement le fait que les grandes villes ne disposent pas des moyens nécessaires pour l'accomplissement de tâches qui se sont accrues avec la croissance des responsabilités, au fil des années. Il en impute la cause à la taxe foncière, qui est la source de 80 % du financement des villes et des municipalités, ce qui ne correspond plus aux réalités urbaines contemporaines.

LA «GOUVERNANCE» MÉTROPOLITAINE

RECHERCHE DE COHÉRENCE DANS LA COMPLEXITÉ
Centre Mont-Royal
2200, rue Mansfield
Montréal
Les 7 et 8 octobre

LA DIVERSITÉ CULTURELLE

Conférence d'ouverture des Dix-septièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier avec :

Animatrice :

• Madeleine Poulin, Journaliste

Participants :

- Line Beauchamp, Ministre de la Culture et des Communications, Gouvernement du Québec
- Bernard Cerquiglini, Délégué général à la langue française et aux langues de France
- Pierre Curzi, Président, Union des artistes
- François Héran, Directeur, Institut National d'Études Démographiques (INED), Paris
- Judith A. LaRocque, Sous-ministre, Patrimoine canadien
- Jean-Jack Queyranne, Président du Conseil régional Rhône-Alpes

Mercredi 6 octobre 2004 à 16 h

Entrée libre

Université de Montréal
Pavillon Roger-Gaudry
Amphithéâtre Ernest-Cormier
2900, boul. Édouard-Montpetit

Les Dix-septièmes Entretiens du Centre Jacques Cartier

www.ejc.umontreal.ca

Montréal • Québec • Sherbrooke

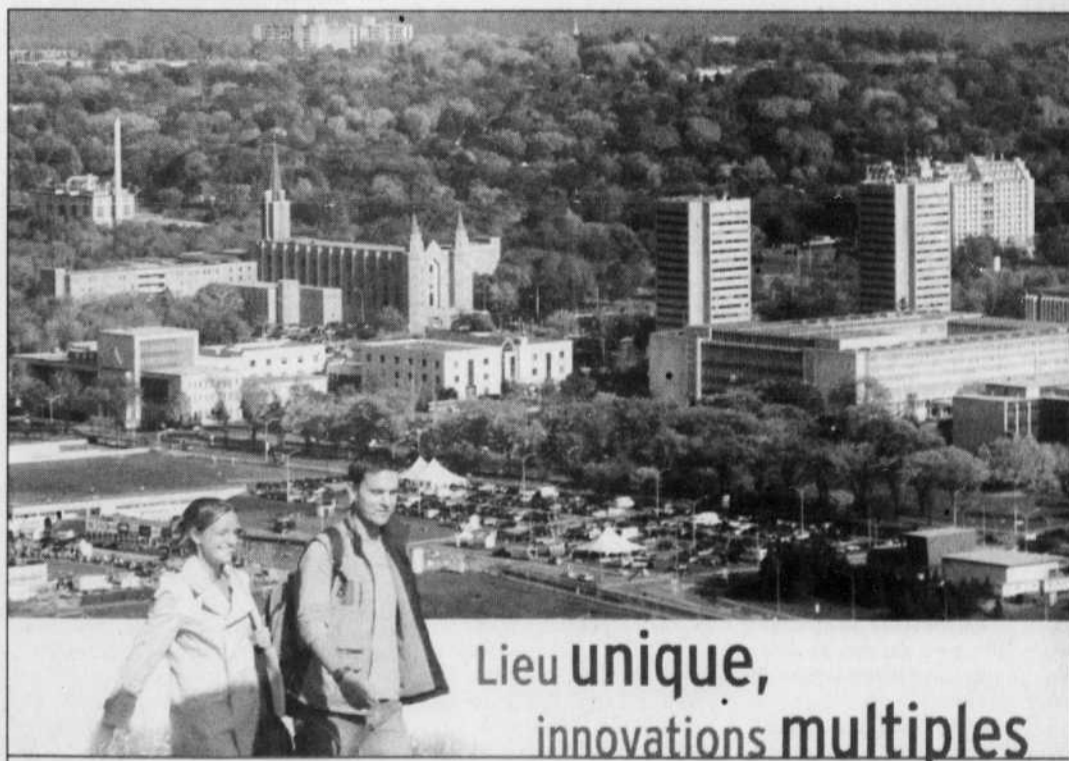
4 - 9 octobre 2004



McGill

UQAM

Université de Montréal



Lieu unique,
innovations multiples

L'Université Laval offre l'un des meilleurs environnements d'études et de recherche au Canada. Et parce qu'elle participe concrètement à l'avancement des sciences comme à l'amélioration des conditions de vie, elle donne à ses étudiants les moyens de réinventer le monde.

- Première université francophone en Amérique
- Parmi les 10 plus grandes universités de recherche au Canada
- 220 regroupements de recherche, dont 52 centres de recherche et 62 chaires de recherche du Canada
- 1 212 professeurs-chercheurs
- Plus de 200 programmes de formation aux 2^e et 3^e cycles
- Un quart de milliard de dollars en fonds de recherche
- Quelque 41 millions de dollars en bourses, stages, programme études-travail et soutien financier à la réussite

Faites des études de 2^e et de 3^e cycle | Le monde s'ouvre à vous | Jusqu'où irez-vous ? À vous de choisir.

www.ulaval.ca



ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

Musées et sociétés

Vie et mort des « blockbusters »

« Nous ne pouvons plus faire certaines expositions qui ont un intérêt scientifique parce qu'elle ne sont pas rentables »

Loin d'incarner une institution culturelle statique et immuable, les musées évoluent et s'adaptent au gré des changements de la société. À propos des nouveaux défis auxquels ils font face et des moyens dont ils disposent pour les relever. «Changer», ou les musées dans nos sociétés en mutation.

JEAN-GUILAUME DUMONT

Dans une société en mutation, les musées doivent se transformer afin de mieux répondre aux nouvelles exigences de l'État, du marché et du public. « Ils ont depuis toujours été appelés à s'adapter. La différence, c'est qu'aujourd'hui le rythme du changement est peut-être plus rapide », estime le muséologue et directeur du département d'histoire de l'art de l'Université du Québec à Montréal, Raymond Montpetit.

De nombreux conservateurs à travers le monde ont été contraints de modifier leurs pratiques lorsque leurs gouvernements ont révisé leur participation au développement muséal et ont redéfini leurs politiques culturelles. Alors que la France décentralise et que l'Italie privatise, le Québec se désengage financièrement, en gelant les subventions qu'il accorde aux musées. Plusieurs déplorent cette situation car bien peu de grands mécènes peuvent prendre la relève. C'est pourquoi « l'État doit avoir des mesures plus sociales que libérales dans ce secteur », estime le professeur au service de l'enseignement du management de l'École des hautes études commerciales de Montréal, Laurent Lapière.

À défaut de pouvoir compter uniquement sur l'État et les grands mécènes, « nous sommes condamnés à être plus dynamiques », affirme la directrice générale de Pointe-à-Callière, le musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Françoise Lelièvre. Les musées tentent donc de trouver le moyen de s'auto-financer. La plupart adoptent la solution des « blockbusters », de grandes expositions temporaires

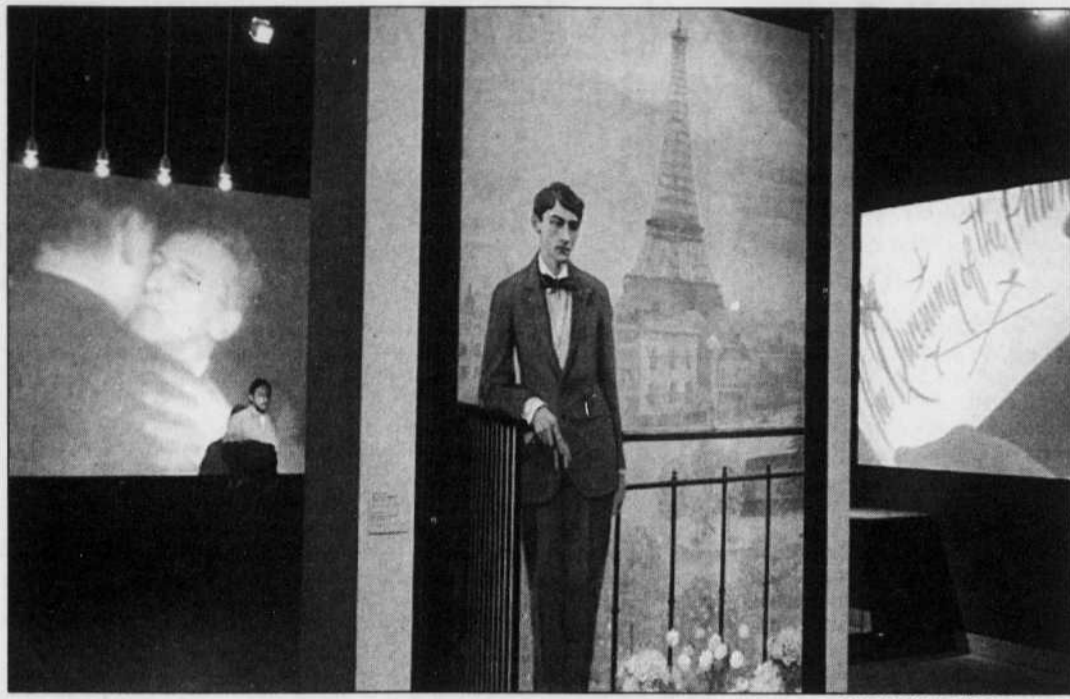
aux succès garantis. Les conservateurs assurent ainsi l'augmentation du nombre de visiteurs, la fidélisation de la clientèle et l'appui de commanditaires.

Les tendances

Les musées suivent aujourd'hui les mêmes principes de commercialisation que les autres grandes industries culturelles. Ils s'assurent que chaque « blockbuster » présenté pourra attirer un maximum de visiteurs et compter sur le soutien d'importants commanditaires. Résultat : « Nous ne faisons plus que des expositions sur les impressionnistes, sur l'Égypte ou sur les grandes civilisations, regrette le conservateur en chef des Musées des Tissus et des arts décoratifs de Lyon, Guy Blazy. Nous ne pouvons plus faire certaines expositions qui ont un intérêt scientifique parce qu'elle ne sont pas rentables. »

Plusieurs craignent que le choix des thèmes des expositions soit influencé par les commanditaires. Cette situation peut également représenter un avantage, estime Raymond Montpetit. Selon lui, les commanditaires servent d'indicateur pour déterminer l'intérêt d'une exposition. « Le privé représente aussi le public d'aujourd'hui. Est-ce qu'un événement saurait attirer des visiteurs si vous ne réussissez pas à lui trouver des mécènes? »

Bien que les grandes expositions itinérantes connaissent un succès commercial, elles pourraient être compromises dans un proche avenir si le terrorisme prend de l'ampleur. « S'il y a des menaces et que les avions se mettent à exploser, personne ne voudra prêter des icônes de la culture mondiale. Il y en a qui ont même dit que c'est fini, les grands "blockbusters", car on ne pourra plus assurer les



L'exposition sur Jean Cocteau au Musée des beaux-arts de Montréal, un exemple récent de « blockbuster ».

œuvres qui voyagent », rapporte Raymond Montpetit.

Comme le terrorisme affecte aussi le tourisme mondial, le nombre de visiteurs risque de baisser dramatiquement si la situation s'aggrave. Le Musée des beaux-arts de Montréal, par exemple, pourrait perdre jusqu'à un demi-million de touristes par année. « Si les gens ont peur de voyager, c'est catastrophique », affirme Raymond Montpetit.

Un patrimoine en danger?

Le vol du Cri et de La Madone de Munch, en août dernier, et les deux séismes qui ont frappé le Japon au début du mois de septembre rappellent que, même conservées dans un musée, les œuvres peuvent être menacées. Parfois, les mesures de sécurité ne suffisent pas. Le pillage des salles d'exposition à Bagdad, le dynamitage des bouddhas de Ba-

miyan en Afghanistan et même la chute des tours du World Trade Center, qui renfermaient de nombreux tableaux de valeur, montrent l'ampleur du défi que doivent relever les conservateurs pour préserver le patrimoine mondial.

En plus de devoir protéger le patrimoine, les conservateurs doivent aussi le constituer et le définir. La vitesse à laquelle notre société change ne facilite pas la tâche. Que choisir? Quoi conserver? Qu'est-ce qui est représentatif d'une nation de plus en plus multiculturelle comme le Québec? Comment analyser et évaluer les œuvres d'art qui font appel aux nouvelles technologies? « Il faut attendre le jugement de l'histoire », répond Guy Blazy.

D'ici là, les conservateurs travaillent avec un budget d'acquisition « ridicule », juge Laurent Lapière. « Si un musée d'art contem-

porain ne peut plus acheter, que fait-il? Que devient-il? », se demande-t-il. « Nous nous basons sur les dons, mais ça fait un développement de la collection qui n'est pas toujours le reflet de la pensée et de la vision du conservateur », souligne la directrice des communications du Musée d'art contemporain de Montréal, Manon Blanchette.

Le public évolue également. Sollicité de toutes parts, il devient plus exigeant. « Les expositions ne doivent pas se limiter à: "Voilà. Ça, c'est le chapeau de Napoléon." Aujourd'hui, les musées ne jouent plus au jeu de la pure contemplation; ils mettent en scène et offrent des expériences perceptibles et compréhensibles par le plus grand nombre », explique Raymond Montpetit.

Reconstitutions, multimédia, nouvelles technologies: les musées exploitent toutes les possibilités pour améliorer l'accessibilité

et la compréhension des œuvres. À Lyon, par exemple, les marcheurs ont accès à des audioguides portant sur de nombreux bâtiments historiques de la ville en composant le numéro de téléphone inscrit sur les bornes adjacentes. Un projet similaire pourrait bientôt voir le jour à Montréal.

Les conservateurs font aussi des efforts considérables pour élargir leur type de clientèle, tout en sachant qu'il n'a pratiquement pas changé depuis plus de 50 ans. Le pourcentage de non-visiteurs diminue, mais « il y a encore des gens qui ne connaissent pas l'existence des musées et qui ne savent pas ce qu'ils peuvent y trouver », constate le chef du service de l'éducation et des programmes publics du Musée des beaux-arts de Montréal, Hélène Nadeau.

Pour augmenter le bassin de clientèle, la Société des directeurs des musées montréalais a initié plusieurs projets, dont la Journée des musées, où les 30 établissements de la ville ouvrent gratuitement leurs portes aux visiteurs. À cela s'ajoute la Carte des musées, qui offre un prix forfaitaire pour une visite intensive de trois jours.

L'exemple québécois ne représente qu'une facette de l'impact des changements de la société sur les musées. Chaque pays a ses particularités. Lors du colloque, des conférenciers provenant de Belgique, du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de France, de Hollande et du Japon témoignèrent de la diversité et de la complexité des transformations qui modifient la muséologie actuelle.

CHANGER

LES MUSÉES DANS NOS SOCIÉTÉS EN MUTATION

Musée des beaux-arts de Montréal
Auditorium Maxwell-Cummings
1379, rue Sherbrooke ouest
Les 7 et 8 octobre

Nanotechnologies

Au service de la santé

Les nanotechnologies — les technologies de l'infiniment petit — promettent de révolutionner maints aspects de notre existence, notamment en matière d'électronique, d'informatique et de santé. Ainsi, outre les applications qui permettront la miniaturisation d'une foule de composants, voilà que le traitement nanométrique des surfaces des prothèses et des implants destinés au corps humain ouvre des perspectives passionnantes.

CLAUDE LAFLEUR

« Nanobiointerfaces pour les dispositifs intelligents » réunira une panoplie de chercheurs européens et nord-américains spécialisés dans le traitement des surfaces à l'aide des nanotechnologies. Ceux-ci présenteront la gamme des applications envisageables en sciences de la vie (biologie, médecine et biotechnologie). « Nous nous focaliserons sur la question de la nanobiointerface, c'est-à-dire de l'interface entre les matériaux synthétiques et les systèmes biologiques, explique Robert Sing, directeur administratif de NanoQuébec et organisateur du colloque. Il s'agit de l'interface entre les systèmes biologiques sur lesquels on veut agir et les systèmes inorganiques qu'on veut y introduire soit à des fins de détection, comme agent thérapeutique ou comme prothèse. »

Les nanotechnologies ne consistent pas, comme on le pense souvent, à miniaturiser à l'extrême des composants électroniques, mais plutôt à manipuler la matière à l'échelle des atomes afin d'obtenir de nouvelles propriétés. En effet, en travaillant au niveau du nanomètre (un milliardième de mètre), on obtient des matériaux aux propriétés qui n'existent qu'à l'échelle atomique.

Les nanotechnologies au secours des artères bloquées?

À titre d'applications très prometteuses, Robert Sing cite le cas du « grillage » qu'on installe, à l'occasion d'une angioplastie, afin de maintenir ouverte une artère acheminant le sang vers le cœur. « On observe malheureusement que l'artère a tendance à se reboucher avec le temps, dit-il. Mais si on applique sur la surface du grillage une série de couches nanométriques dans lesquelles on introduirait un médicament, on pourrait alors accroître la durée de vie de l'artère grâce à une diffusion lente de cet agent actif... Pour ce faire, il nous

faudrait caractériser l'interface entre le milieu biologique et le système synthétique et c'est là l'un des points dont nous discuterons lors de la rencontre. »

M. Sing cite aussi l'exemple des prothèses métalliques qu'on introduit dans l'organisme. « On s'est rendu compte que la nature de la surface de ces prothèses a une grande incidence sur le maintien de celles-ci dans les systèmes biologiques, dit-il. Or, en mettant sur cette surface un revêtement approprié de nanoparticules, on obtiendra une meilleure tenue de la prothèse. Il faut pour cela comprendre quels sont les mécanismes d'interaction entre les cellules et la surface des prothèses qu'on cherche à introduire dans le corps. »

C'est ainsi que les spécialistes en nanobiointerfaces tentent de comprendre la manière de réaliser une structure nanométrique sur un objet inorganique afin de favoriser la croissance cellulaire (ou, au contraire, de l'empêcher) ou encore comment maximiser l'interaction avec des molécules biologiques d'intérêt.

Et ce n'est qu'un début...

Le colloque couvrira donc des thèmes variés concernant la fonctionnalisation et la caractérisation des surfaces, des particules et des matériaux biocompatibles et le développement de systèmes de bioreconnaissance à l'échelle nanométrique. De plus, on y discutera des perspectives et des directions à suivre pour la réalisation de dispositifs et de systèmes à l'aide de nanobiointerfaces. On espère même que les connaissances abordées lors du colloque permettront de développer des dispositifs intelligents utilisés dans la détection et la modulation des activités biologiques et qui pourraient constituer un pas important vers le traitement de plusieurs maladies dont les désordres cellulaires sont responsables. Plus globalement, le colloque tentera de dresser l'éventail des applications possibles, notamment pour les diagnostics et les thérapies.

Ainsi, par exemple, comment fait-on pour réaliser le génotypage d'une personne afin d'adapter une thérapie à son profil génétique personnel? « Si on veut passer dans la fameuse ère dite "post-génomique" — à la suite du décodage du génome humain —, on doit utiliser ces connaissances pour développer des thérapies qui permettront de déterminer les origines de certaines maladies, indique M. Sing. Pour cela, il faut toutefois pouvoir faire beaucoup d'analyses de génotypage. Or, les nanotechnologies permettront justement de mener des analyses génomiques et protéomiques de façon plus rapide et en parallèle afin d'obtenir plus d'informations soutenant les activités de découverte des origines des maladies et l'intervention thérapeutique. »

D'autre part, les nanotechnologies pourraient être fort utiles pour acheminer des médicaments précisément là où ils doivent agir. Robert Sing note ainsi qu'il existe actuellement de nombreuses molécules qui pourraient être de puissants agents thérapeutiques, mais qu'on ne peut acheminer dans l'organisme parce qu'elles sont insolubles. « Par conséquent, si l'on envisageait une molécule insoluble d'une enveloppe appropriée, on pourrait alors acheminer cet agent actif dans l'organisme. On pourrait aussi, dans le traitement du cancer, enrober des agents actifs de telle sorte qu'ils ne s'attaquent qu'aux cellules cancéreuses, et non à toutes les cellules... »

À quand tous ces prodiges? Le directeur administratif de NanoQuébec indique qu'il existe présentement quelques applications « qui sont, je dirais, les plus faciles » à réaliser et qui sont déjà commercialisées. C'est notamment le cas de certaines prothèses sur lesquelles on fait déjà des revêtements. Mais les applications les plus intéressantes, les plus passionnantes et les plus utiles à long terme exigeront encore plusieurs années de recherche afin de comprendre les mécanismes biologiques en jeu et, ensuite, pour passer à travers le système réglementaire usuel qui s'applique à tout ce qui touche les sciences de la santé.

NANOBIOINTERFACES POUR LES DISPOSITIFS INTELLIGENTS

Université McGill
Redpath Hall
3461, rue McTavish
Les 7 et 8 octobre

Design

Au tour de Montréal

« Le simple fait de faire savoir au monde entier que le design québécois existe est un premier pas »

Si certaines métropoles sont d'emblée connues et reconnues comme telles — pensons à Milan et son salon du meuble —, certaines villes de taille moyenne aspirent au titre de villes internationales de design. C'est le cas de Montréal qui, grâce au concours Commerce Design Montréal et à l'obtention en août dernier du premier secrétariat de l'International Design Alliance, se fait de plus en plus remarquer sur la scène internationale.

MARILYSE HAMELIN

Une ville de design est une ville où l'accent est mis sur l'architecture, l'aménagement paysager, le design industriel, le design d'intérieur, « en fait, tout ce qui peut contribuer à rendre un milieu de vie plus agréable, plus esthétique et plus fonctionnel », de dire Marie-Josée Lacroix, commissaire au design du Service de développement économique de la ville de Montréal. « À Stockholm, par exemple, tout est pensé en fonction de la qualité de vie; l'architecture, le transport en commun, tout est hyper design! Il y a là-bas un réel souci de l'utilisateur, du piéton. »

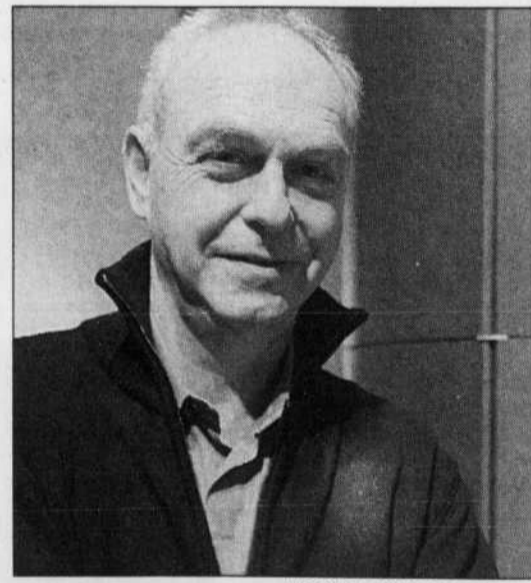
Organisatrice principale du colloque « Les nouvelles villes de design », Mme Lacroix est aussi l'instigatrice du concours Commerce Design Montréal, dont le dixième anniversaire coïncide avec la tenue du colloque. Véritable succès populaire, le concours consiste à sélectionner 20 commerces montréalais (boutiques, restaurants, etc.) qui se démarquent sur le plan du design et à faire voter le public sur leur commerce préféré. Un effet d'entraînement est ainsi créé. « Les commerces voisins des lauréats sont souvent jaloux du rayonnement que cela procure et engagé à leur tour des designers, de lancer en riant Mme Lacroix. Tous ces aménagements contribuent à transformer le visage de la ville. »

De fil en aiguille, le concours a inspiré d'autres villes dont New York, qui a lancé un projet similaire dans le quartier de Times Square. Le concept a même été repris tel quel par la ville de Saint-Etienne, qui en a acheté les droits l'an dernier. Voisine de Lyon et organisatrice de l'incontournable Biennale internationale de design, Saint-Etienne aurait beaucoup d'affinités avec Montréal tant sur le plan de la taille que de l'importance allouée au design.

L'idée derrière « Les nouvelles villes de design » est donc de confronter les politiques menées par ces nouvelles venues — comme Glasgow ou Lisbonne, par exemple — avec celles des capitales internationales du design déjà établies, et de créer des liens entre les différentes villes de taille moyenne qui aspirent au titre.

Un terme galvaudé?

« Il ne faut pas se leurrer, le mot design est à la mode et il est de bon ton de l'apposer à tout et à rien, de dire Marc H. Choko, directeur du Centre de design de l'UQAM et conférencier invité. Néanmoins, Montréal constitue effectivement un terrain fertile pour la création. De plus, le fait qu'il y ait ici beaucoup de gens éduqués, bilingues et de plus en plus intéressés aux raffinements que



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Marc H. Choko, directeur du Centre de design de l'UQAM et conférencier invité.

sur la gastronomie, le bon vin, la mode et maintenant le design, peut attirer beaucoup de monde. » Pour l'instant, Montréal en serait à l'étape d'établir sa réputation en tant que ville où règne une effervescence créatrice, premier palier à franchir dans l'ascension vers le statut de métropole du design.

Selon M. Choko, les plans d'urbanisme des dernières années et la sensibilisation relative de plusieurs administrations municipales successives auraient passablement aidé. « En ce moment, le simple fait de faire savoir au monde entier que le design québécois existe est un premier pas. C'est pour cela que chaque événement où l'on est représenté compte, tant ici qu'à l'étranger. Il faut d'abord créer une image de marque et ensuite se remplir les carnets de commandes. »

En guise d'aperçu, de gros noms comme François Barré, ancien directeur du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou et expert-conseil en développement de projets urbains, Claes Britton, fondateur du magazine de mode et design mondial primé Stockholm News, et Guta Moura Guedes, fondatrice de la biennale portugaise « ExperimentaDesign », font partie des conférenciers invités. En outre, on pourra aussi entendre le maire de Saint-Etienne, Michel Thiollière, présenter les résultats de son édition du concours Commerce Design ainsi que Denis Lemieux, architecte québécois, fondateur du Festival international des Jardins de Métis. Avec des intervenants aussi diversifiés, tant par leurs origines que dans leurs champs d'action, on peut s'attendre à des échanges colorés.

LES NOUVELLES VILLES DE DESIGN

Centre canadien d'architecture
1920, rue Baile
Montréal
Du 6 au 8 octobre

• ENTRETIENS JACQUES-CARTIER •

Transports en commun

Des milliards pour le métro

Pour bientôt une taxe sur les stationnements de longue durée?

Si Claude Dauphin, président de la Société des transports de Montréal (STM), et Bernard Rivalta, président du Syndicat mixte des transports en commun pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (Sytral), considèrent le transport en commun comme un bien collectif, voire une force économique, ceux-ci déplorent toutefois que son financement prenne souvent les allures d'une course à obstacles.

THIERRY HAROUN

«À Montréal, on se doit de renouveler presque toutes nos immobilisations. Prenons le réseau du métro à titre d'exemple, dit Claude Dauphin. Ce réseau a près de 40 ans d'existence. Son équipement est à rénover et son matériel roulant est à remplacer. Donc, dans ce cas-ci, on parle d'investissements de l'ordre de plusieurs milliards de dollars.»

Dans son ensemble, le réseau de transport en commun montréalais souffre d'un sous-financement du fait notamment «qu'en 1992, le gouvernement du Québec a décidé de se retirer du financement et de l'exploitation du transport en commun», affirme M. Dauphin.

La STM accuse un manque à gagner de 16 millions de dollars pour l'exercice financier en cours, selon lui, pour un budget d'exploitation totalisant plus de 811 millions de dollars. De plus, selon un document de la STM intitulé *Analyse comparative du financement du transport en commun* (novembre 2003), la STM exploite son réseau avec un financement inférieur d'environ 30 % à celui des sociétés de transport situées ailleurs au Québec et dans les autres provinces canadiennes, et d'environ 50 % à celui des sociétés de transport en commun aux États-Unis. Et ce, sur la base du financement par déplacement.

Usagers et automobilistes

Conscient que ses usagers en ont eu plein les bras avec les multiples majorations de tarif qui ont eu cours ces dernières années —



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Claude Dauphin

une hausse de 20 % en moins de trois ans, s'il vous plaît! —, Claude Dauphin, également maire de l'arrondissement Lachine, promet que les hausses de tarif à venir prendront la mesure du taux d'inflation.

Les automobilistes, eux, devront attacher leur ceinture, si l'on s'en tient aux propos de Claude Dauphin. «Le défi qui se pose à nous, c'est de trouver de nouvelles sources de revenu.» Solution concrète? «Ça fait deux ans que je me bats avec mes collègues afin d'obtenir de Québec un pouvoir habilitant qui nous permettrait d'instaurer une taxe sur les stationnements de longue durée.» Embûches? «Ce sont toujours les mêmes personnes, comme [les élus] de l'arrondissement Ville-Marie, qui croient que, si l'on doit imposer une telle taxe à Montréal, il faudra l'appliquer sur tout le territoire de la communauté métropolitaine de Montréal. Puis, il y a les propriétaires des grands complexes immobiliers qui, eux, prétendent qu'ils perdront des clients. Mais au fond, cette taxe viserait principalement l'amélioration du service des transports en commun et deviendrait, par ricochet, un incitatif à utiliser ce réseau pour se rendre au travail.»

Il est à noter que 50 % des gens travaillant dans les 60 plus importants complexes immobiliers de Montréal utilisent le transport en commun pour se rendre au boulot. M. Dauphin est même prêt «à porter l'odieux [du fait] de taxer les stationnements. On ne demande pas un sou au gouvernement du Québec, mais bien un pouvoir habilitant nous permettant, répète-t-il avec insistance, de nous financer, ou encore on pourrait envisager l'instauration de péages sur les ponts, par exemple. Ce sont là des hypothèses sur lesquelles il faudra se pencher.»

Sytral

«Le transport en commun, c'est un bien collectif, mais également un vecteur économique, laisse tomber Bernard Rivalta, président du Sytral, joint à son bureau de Lyon. Il faut induire, dit-il, l'économie des transports dans une économie globale et non pas en tant que valeur intrinsèque de l'économie des transports en commun.»

«Par exemple, quand nous [au Sytral] développons une nouvelle



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La STM accuse un manque à gagner de 16 millions de dollars pour l'exercice financier en cours, pour un budget d'exploitation totalisant plus de 811 millions de dollars.

ligne de transport, comme cela a été le cas sur l'avenue Berthelot à Lyon, tous les terrains situés aux alentours de cette grande artère ont muté alors que s'y sont construits des immeubles à bureaux.»

Le Sytral est l'autorité organisatrice des transports urbains sur le territoire de l'agglomération lyonnaise. Il organise et gère les réseaux de transport d'un territoire correspondant au Périmètre des transports urbains (PTU), c'est-à-dire 55 communes de la Communauté urbaine de Lyon auxquelles s'ajoutent sept communes limitrophes, couvrant ainsi un territoire de 606 km² pour une population estimée à plus de 1,3 million de personnes.

«Le budget du Sytral, illustre M. Rivalta, est constitué de 100 millions d'euros de l'impôt local et 155 millions de dollars canadiens en provenance des usagers, 120 millions d'euros de l'impôt local et 180 millions d'euros en provenance d'une taxe appelée «le versement transport» que paient les entreprises comprenant plus de neuf salariés.

Cette taxe très originale est l'une des initiatives intelligentes en matière de fiscalité.»

Autonomie

Le Sytral, dont le conseil d'administration est constitué de 26 élus de la Communauté urbaine de Lyon et du Conseil général du Rhône, se démarque d'autres firmes du genre en ce qu'elle profite d'une pleine autorité en ce qui touche les sphères de son développement. «Nous faisons appel à un exploitant privé à travers un appel d'offres, mais nous sommes à la fois propriétaires et décideurs au chapitre des transports en commun. De plus, ce qui nous distingue, c'est que nous sommes une autorité qui permet de décider rapidement et d'avoir une cohérence dans nos politiques. C'est d'ailleurs ce qui fait peut-être l'envie de Claude Dauphin [le président de la STM], d'une certaine façon, car on n'a pas à passer par ceci et par cela pour atteindre nos objectifs», lance-t-il non sans une pointe d'humour.

M. Rivalta a toutefois bien pris soin de préciser que sa firme «n'est tout de même pas une république de bananes, car il y a des déclarations d'utilité publique à produire et des processus de consulta-

tion à respecter. Mais à cet égard, c'est le Sytral qui les mène et non les collectivités locales.»

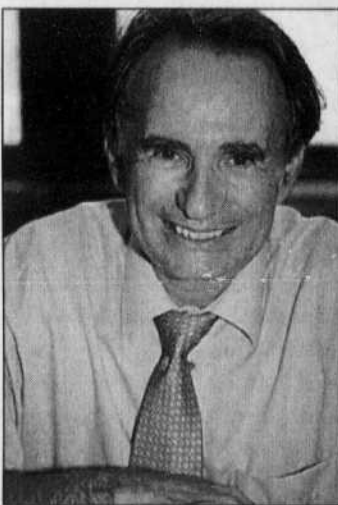
Est-ce à dire que, d'une manière globale, tout va pour le mieux au Sytral même en matière de financement? «Non, non!», s'empresse-t-il de corriger. «Dès le prochain mandat, si nous ne trouvons pas de sources de revenus supplémentaires, je ne vois pas comment nous pourrions maintenir le niveau de croissance dont nous profitons présentement.» Comment cela se traduit-il? «Par un exercice de réflexion, à savoir comment trouver des moyens financiers qui se justifient ou qui sont justifiés dans leur relation avec le transport en commun.»

A ce titre, M. Rivalta dégage des pistes de solutions pouvant se traduire notamment par l'imposition d'une taxe sur les produits pétroliers, par une taxe de stationnement, ou encore qui consisteraient à «revoir un financement privilégié aidé par l'État, soit avec des différés d'amortissement et des taux privilégiés, qui nous permettrait de sortir de la logique de marché [financier] parce que le transport en commun n'est pas un produit marchand au même titre qu'un autre, même s'il est un produit destiné au grand public.»

TRANSPORTS EN COMMUN ET TRANSPORTS ROUTIERS URBAINS

Qui doit payer?

Hôtel Hilton Bonaventure
Salle Westmount
900, rue de la Gauchetière ouest
Les 7 et 8 octobre



SOURCE SYSTRAL
Bernard Rivalta

RECHERCHE
ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

OSEZ ENTREPRENDRE
AVEC L'OFQJOffice
Franco-Québécois
pour la
Jeunesse

LE PARTENAIRE JEUNESSE

www.ofqj.gouv.qc.ca

17^e Entretiens
du Centre Jacques Cartier7 et 8 octobre 2004
Hôtel Hyatt Regency Montréal« Le développement durable
un défi pour l'énergie et le transport »

Un rendez-vous à ne pas manquer !

Inscription : www.hydroquebec.com/jacquescartier
Pour information : (514) 289-3464

• ENTRETIENS JACQUES-CARTIER •

Villes et culture

Expériences en direct

« En France, il est impensable pour un politicien de se faire élire sans parler de culture »

Un colloque militant aux Entretiens Jacques-Cartier? C'est possible! Voilà le pari que formule en tout cas le président de Culture Montréal, Simon Brault, en invitant politiciens, artistes et citoyens à débattre de la place et la responsabilité culturelles au sein des grandes villes.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

De Barcelone à Toronto en passant par Lyon et Montréal, les villes sont de plus en plus invitées à se mêler de culture, les États leur délaissant au même rythme cette grande responsabilité qu'est le bouillon culturel. Comment gèrent-elles cette obligation, qu'elles ne savent pas toujours par quel bout attraper?

« Les villes se perçoivent encore trop souvent comme des machines à offrir des services limités dans la sphère des loisirs », explique le président de Culture Montréal, Simon Brault, aussi directeur de l'École nationale de théâtre du Canada et vice-président du Conseil des arts du Canada. À cette carte de visite déjà bien noircie, il ajoute, le temps des Entretiens Jacques-Cartier, le titre de responsable scientifique du colloque « Villes de culture, villes d'avenir : les responsabilités culturelles des grandes agglomérations urbaines ».

Le rassemblement se veut militant. « C'est un pari que l'on fait qu'il est possible de débattre de manière militante de ce sujet, en permettant aux personnes invitées de se mouiller et d'apporter chacune leur expérience personnelle, dans leur ville respective », explique M. Brault, qui souhaite que les débats emportés soient liés à des réalités concrètes.

De Barcelone à Toronto

Barcelone, Montréal, Toronto, Lille et Lyon seront à l'honneur au cours de ce colloque, qui n'a pas lieu à la TOHU (la Cité des arts du cirque) ou au Centre canadien d'architecture par hasard, bien au contraire. « Voilà des gens qui sont en train de changer notre ville et de faire de l'un des quartiers les plus

pauvres de Montréal, comme l'en-droit où se trouve la TOHU, un endroit où il y a un point central lié à la culture », explique M. Brault.

Le colloque fera d'ailleurs la part belle aux artisans des villes qui ont décidé de placer la culture au cœur de l'action urbaine: près de chez nous, le maire de la ville de Québec, Jean-Paul L'Allier, ancien ministre de la Culture, conserve dans son parcours l'organisation titanesque précédant les Jeux olympiques de 2002. « Son implication comme politicien sur le plan local démontre bien comment les choses peuvent bouger si elles sont menées de main de maître », explique Simon Brault, qui constate que les politiciens ne savent pas toujours où placer la culture à leur agenda.

« En France, il est impensable pour un politicien de se faire élire sans parler de culture, évoque-t-il. Ici, il est impensable d'en parler! »

Volonté politique

Venu de l'autre côté de l'Atlantique, le conseiller municipal espagnol Ferran Mascarell témoignera du même type d'expérience pratique, où la volonté politique locale a permis de donner lieu à un déploiement de type culturel: son parti politique (PSC) a été à l'origine de l'avènement du Forum Barcelone 2004, et il viendra en témoigner car il est responsable des dossiers culturels dans sa municipalité.

Lyon, ville illuminée chaque année sur les premiers coups de décembre, complètera avec Lille

les alliages concrets de culture et ville où le mariage a donné d'heureux résultats.

« Il faut généralement qu'un politicien croie au projet et le porte », soutient Simon Brault, qui cite en exemple les cas de Lille et de Barcelone, où des politiciens ont décidé de batailler ferme pour qu'une bonne idée fasse son chemin et se déploie, donnant à la ville des élan culturels, comme ce fut le cas de « Lille, capitale culturelle européenne ».

En tant qu'expert en la matière, l'Anglais Charles Landry viendra livrer sa vision de la revitalisation des villes avec la culture comme point d'ancrage, ce en quoi on lui reconnaît aujourd'hui un statut d'autorité internationale. Fondateur de Comedia, un centre qui a

fait de la place de la culture un axe central dans le développement des villes, M. Landry est l'auteur de *The Creative City: A Toolkit for Urban Innovators*.

« Montréal le fascine en tant que modèle de ville où la culture prend une place considérable, en espagnol avec des Espagnols, etc. Or, c'est une pratique que nous aurions intérêt à découvrir parce que cela nous permettrait d'ouvrir nos marchés à davantage de commerce international à partir de nos sites Web. Ce serait aussi une bonne façon d'attirer et d'accueillir des clients qui viennent de pays où la langue d'usage est différente du français et de l'anglais... les deux seules langues qu'on emploie habituellement ici... »

Le débat survient au moment où la toute nouvelle ministre fédérale du Patrimoine, Liza Frulla, a ouvert la porte à la création d'une nouvelle politique culturelle. Cela n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. « Nous aimerions bien que tous ces débats servent à alimenter une éventuelle

politique culturelle, et que l'on considère l'action dans la ville comme un élément majeur du développement de nos sociétés autour de la culture », explique Simon Brault. Un dossier à suivre...

Le Devoir

VILLES DE CULTURE, VILLES D'AVENIR

LES RESPONSABILITÉS

CULTURELLES DES GRANDES AGGLOMÉRATIONS URBAINES
Jeudi et vendredi 7 et 8 octobre
TOHU, la Cité des arts du cirque
2345, rue Jarry est
Centre canadien d'architecture
1920, rue Baile,
Montréal

Barcelone sera l'une des grandes villes à l'honneur au cours du colloque « Villes de culture, villes d'avenir ».

GUIDO MANUILO REUTERS

Affaires et informatique

Place à l'interculturel

Aller « un peu plus loin

que ce qu'on appelle communément le commerce électronique »

Placées sous le thème « Productivité et compétitivité des entreprises », les affaires électroniques prennent l'affiche aux HEC lors de deux journées de conférences et de partage d'expériences. « Une occasion unique de rencontrer des experts européens et nord-américains. »

CLAUDE LAFLEUR

« Les affaires électroniques, ce sont les relations entre deux parties qui se font de façon électronique », relate Paul Mireault, membre du comité scientifique qui organise ce forum. « Ça va un peu plus loin que ce qu'on appelle communément le commerce électronique. »

Directeur des technologies à l'École des hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Montréal, M. Mireault précise en effet que le commerce électronique consiste essentiellement en des transactions d'affaires (l'achat en ligne), alors que les affaires électroniques portent davantage sur la relation entre une entreprise ou une organisation (un gouvernement) et ses clients et participants. C'est ainsi que les affaires électroniques englobent le commerce électronique ainsi que l'ensemble des relations qui peuvent se tisser entre un client et une entreprise.

C'est, par exemple, ce qui se passe lorsqu'on accède à un site d'achat en ligne et qu'on nous « reconnaît » en nous faisant des suggestions selon nos transactions antérieures. « Ce genre d'accueil donne une dimension supplémentaire aux affaires qui permet de créer des retours », indique M. Mireault. On essaie ainsi de personnaliser la relation, même si on sait que, der-

rière tout cela, ce ne sont que des ordinateurs... »

Les affaires électroniques comprennent également le volet « gouvernement en ligne » puisque, de plus en plus, tous les paliers administratifs cherchent à communiquer de façon électronique avec leurs citoyens afin de les renseigner et de faciliter une foule de services et de transactions.

« L'intérêt de notre forum, relate l'organisateur, est de transmettre les expériences européennes et nord-américaines en ce domaine, ce qui permettra à tous ceux qui y assisteront de voir ce qui se passe ailleurs. » M. Mireault fait en outre valoir que ce forum vise à « ouvrir les horizons » des entrepreneurs québécois. « Les conférences organisées localement et pour un public local n'ont bien souvent qu'une perspective restreinte, dit-il, tandis que notre forum permettra de voir ce qui se fait en Europe. » À cette fin, une série de tables rondes présentées durant les deux journées de colloque mettront en scène tant des participants européens que nord-américains, observateurs universitaires ou praticiens sur le terrain.

Savoir pour faire

Les deux journées du colloque comprennent une demi-douzaine de tables rondes d'une heure et demie chacune, lesquelles abordent des thèmes qui se complètent les uns les autres. Dans chaque cas, trois spécialistes font autant de petites présentations (d'une vingtaine de minutes chacune), ce qui laisse ensuite une demi-heure d'échanges entre eux et l'assistance.

La première journée est consacrée à l'efficacité organisationnelle et l'on y abordera la question des affaires électroniques pour réduire les coûts et les

opérations. Alors qu'une première table ronde cherchera à déterminer comment une entreprise doit s'y prendre pour développer ses systèmes, une seconde se demandera s'il est possible de mesurer la valeur ajoutée des affaires électroniques. « C'est là un sujet qui intéresse n'importe quel homme d'affaires », lance M. Mireault, car tous veulent savoir si ça vaut la peine! »

« Ouvrir les horizons » des entrepreneurs québécois

On abordera aussi la mesure du risque ou, autrement dit, la question de savoir s'il est plus risqué, pour une entreprise ou pour une organisation, de faire des affaires électroniquement plutôt que de manière traditionnelle. « Oui, une entreprise peut se faire frauder si elle fait des affaires électroniques », répond d'emblée M. Mireault. Mais la question qui sera examinée par cette table ronde est « comment peut-on mesurer ce phénomène afin de savoir si c'est plus dangereux et plus risqué? »

Croissance des revenus

La deuxième journée du forum est orientée vers la croissance des revenus grâce aux affaires électroniques. « Au lieu d'aborder la perspective de réduction des coûts, nous traiterons cette fois de la perspective du marketing », précise Paul Mireault, c'est-à-dire comment aller chercher de nouveaux clients et offrir de nouveaux services à sa clientèle. »

Une première table ronde abordera le thème suivant: comment peut-on approcher cette problématique et concevoir un système à cette fin? Une deuxième table ronde traitera de l'étalonnage: comment peut-on se mesurer et se comparer aux autres afin de voir si on réussit bien à aller chercher de nouveaux clients?

Le colloque présentera en outre le concept des sites multinationaux, c'est-à-dire des sites Internet

qui permettent à tout client de transiger dans sa langue et selon les pratiques du pays où il habite. « Bien entendu, en Europe, c'est une façon de faire très répandue », indique M. Mireault, un même site permettant de transiger en allemand avec des Allemands, en espagnol avec des Espagnols, etc. Or, c'est une pratique que nous connaissons peu ici mais que nous aurions intérêt à découvrir parce que cela nous permettrait d'ouvrir nos marchés à davantage de commerce international à partir de nos sites Web. Ce serait aussi une bonne façon d'attirer et d'accueillir des clients qui viennent de pays où la langue d'usage est différente du français et de l'anglais... les deux seules langues qu'on emploie habituellement ici... »

Finalement, le colloque se terminera par une table ronde sur la veille stratégique: quelles sont les préoccupations des gens d'affaires afin de s'assurer d'être à la pointe de ce qui se passe dans le marché des technologies?

M. Mireault souligne avec satisfaction qu'il s'agit du troisième colloque sur les affaires électroniques qui se tient dans le cadre des Entretiens Jacques-Cartier. « Il y a une progression dans nos thèmes qui est due à l'évolution du domaine », constate-t-il. Certains thèmes reviennent d'une année à l'autre, mais pas tous, car tout dépend de l'évolution du monde du commerce électronique... »

FORUM LES AFFAIRES ÉLECTRONIQUES

PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTITIVITÉ

DES ENTREPRISES

HEC MONTRÉAL

Amphithéâtre Bell

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine

Les 7 et 8 octobre

clic sur l'art public à Montréal

www.ville.montreal.qc.ca/artpublic

vous propose un parcours à travers le génie de nos créateurs. Des artistes de renom. Des œuvres marquantes. Des circuits inspirants. La collection d'art public de Montréal investit le Web!



Révolutions Michel De Broin | La pierre et le feu Jean-Pierre Morin
Monument à Louis Cyr Robert Pelletier | Regard sur le fleuve Lisette Lemeux

Photos: RAIMOND CHEUNG | ERIC SÉBARD | FREDRICK ST-ARNAUD | ALAIN CHASSE

www.ville.montreal.qc.ca/artpublic